Cité libre

Vol. 1, no 1 Juin 1950

SOMMAIRE

Tous les trois mois 1 50 cents le numéro

Cité libre

Vol. 1, no 1 Juin 1950

Administration: 3834 Prud'homme, Montréal

Règle du jeu

Nous sommes là des centaines, depuis quelques années, à souffrir d'un certain silence; et c'est pourquoi Cité libre *vient au jour.*

Nous ne sommes pas un groupe qui prend la parole en son propre nom et ce préambule n'est pas un manifeste. Il nous paraît au contraire que l'assemblée générale est convoquée depuis longtemps. Nous sommes tous là, ceux d'une génération dont le tour est venu de s'exprimer. Nous avons quelque chose à dire. Mais le silence n'est pas facile à rompre publiquement; il fallait qu'une équipe s'en fît une obligation.

Ceci n'est donc qu'un premier mot, une intervention initiale et qui doit déclencher le débat. Chacun de nos articles veut être une invitation à ceux de trente ans et moins qui n'ont pas encore parlé, à ceux-là aussi qui en ont eu l'occasion mais qui n'ont pas pu dire ce qui leur tenait le plus à cœur.

Ils sont nombreux. Car les hommes et les femmes qui voisinent aujourd'hui la trentaine n'ont pas tous perdu leur temps depuis 1940. Il sont couru toutes les aventures, spirituelles, artistiques, intellectuelles, sociales, voire politiques. Ils ont aussi couru le monde. Ils ne se sont pas abstenus de réfléchir. Et les voici maintenant qui cherchent tous ensemble, après bien des rêves d'évasion permanente ou temporaire, à pousser des racines dans ce pays.

Le sol résiste. C'est dans le jeu. Et de ce combat de chaque jour avec la réalité particulière de notre milieu naissent des inquiétudes, des questions multiples. Et comme notre génération n'a pas reçu la même formation,

n'a pas vécu les mêmes expériences que les précédentes, les questions qu'elle pose et les réponses qu'elle tente d'y apporter ont quelque chose de nouveau, d'original et de distinct.

Ces questions et ces essais de réponses sont la raison d'être de Cité libre.

Non certes que la revue prétende à la nouveauté intégrale; les pires ennemis de la tradition se placent, par le fait même de cette inimitié, dans une tradition déjà séculaire. Nous ne prétendons pas non plus que notre génération a été bâillonnée. Au contraire, plusieurs de ses représentants se sont déjà exprimés en plus d'un endroit. Mais le respect des lieux, le souci de se faire acceptable à la clientèle particulière des quelques revues existantes, les ont certainement gênés, à des degrés divers.

Cité libre *veut être pour tous ceux-là la maison de famille, celle où chacun peut se montrer au naturel parfait.*

Pour réaliser cette atmosphère sans contrainte, il fallait que la maison nous appartînt: elle nous appartient. Chacun des collaborateurs de Cité libre *participera à la propriété de la revue. Pour connaître les propriétaires, il suffira donc de lire les signatures au bas des textes. Revue coopérative? Non: communautaire.*

Et plus qu'une revue, du moins dans nos rêves. Car la communauté de réflexion et de pensée commande une communauté d'action. Cité libre *veut être le signe d'un rassemblement précis.*

* * *

Les centaines qui sont là, disions-nous, à souffrir d'un certain silence, souffrent aussi d'une dispersion inévitable. Non seulement la diaspora physique, aux quatre coins du pays et du monde, mais encore la dispersion dans des fonctions très diverses, la plupart durement spécialisées, qui sépare plus complètement encore.

Or, ils avaient fait, voilà dix ans, le rêve d'une certaine synthèse. Ils voulaient que leur bagage d'idées constituât un humanisme. Ils se résignent mal aujourd'hui à n'être que professeurs, syndicalistes, professionnels, artistes ou travailleurs sociaux. Ils sentent qu'à moins d'un commun effort de libération, leurs spécialités diverses sont en train de les étrangler. Le peintre ne veut pas se sentir étranger

à la promotion des masses, ni le travailleur social au mouvement de l'art. Le christianisme qu'ils s'efforcent de vivre se rebiffe contre cet emmurement.

Mais pour y résister, pour se tenir à date, non seulement sur les grands problèmes universels mais sur leur retentissement précis dans notre milieu humain, chacun d'eux, chacun de nous a besoin d'un stimulant.

Cité libre *se propose donc de grouper tous les adeptes de cette résistance nécessaire.* Cité libre *aura des groupes d'étude, des sessions de travail; elle est au point de départ d'une action.*

Action modeste, menacée, mais résolue.

La Rédaction

PREMIÈRES QUESTIONS

Histoire de collégiens qui ont aujourd'hui trente ans

Personne ne le connaissait bien.

Il arriva sans prévenir, un soir de mai. Avertis par un camarade, nous quittâmes sans enthousiasme la cour de récréation.

— Où est-il?

— Au deuxième corridor; il vous attend sous la grande horloge.

— Il se nomme...?

Je n'en sais rien. Il a dit seulement qu'il voulait vous voir. Il a dit vos noms.

— C'est un homme vieux?

— Dans la vingtaine.

Nous le trouvâmes en effet sous l'horloge centrale qui mesurait en deux la maison. Il nous attendait, debout, les mains aux poches, comme s'il avait toujours été là, comme un autre de la classe, comme un de la même maison. Et pourtant, il venait de loin, pour peu de temps: une voiture le prendrait tout à l'heure pour le ramener vers la ville.

* * *

Il y eut peu de paroles, au cours de cette rencontre, mais de vraies; peu de gestes, mais une poignée de main qui nous liait sans retour. Un regard aussi, plein de clarté, de franchise et de confiance.

Or, il s'était produit là une chose extraordinaire puisque un étudiant comme nous, laïque et sans diplômes, nous avait proposé en mots simples de devenir des saints. Il n'avait pas enflé la voix, comme font les prédicateurs. Ses phrases étaient toutes légères, lisses, régulières. Rien que de calme dans ses propos, mais une telle décision les appuyait que nous ne songions même pas à résister.

Il nous fallut des mois pour nous rendre pleinement compte de l'énorme changement que ces propos inauguraient en nous.

Dès ce soir-là, toutefois, nous avions senti le choc, non seulement des paroles mais de l'homme surtout, non tant de ce qu'il disait mais de ce qu'il était lui-même tout entier. Il parlait comme un de nous, mais un qui avait trouvé. Il avait une assurance

dépourvue de fatuité, un regard sans fuite, sans biais, une profondeur de joie qui se devinait tout de suite. Nous ne cherchions plus la réponse: elle était là, devant nous. Dans ce premier contact, je me demande même si nous l'avons beaucoup questionné, tant sa présence nous comblait et nous désarçonnait à la fois.

Les quelques mots qu'il prononça prenaient dans sa bouche une saveur toute neuve, signifiaient tout à coup, évoquaient un monde différent du nôtre. Il disait "prière" et nous comprenions soudain qu'une force vive peut envahir l'homme qui parle, qui cause avec Dieu. Prière n'avait ici aucun rapport avec nos vocalises réglementaires de douze fois le jour. Prière n'évoquait plus aucun ennui mais devenait désirable.

Il disait le mot "grâce" et celui-ci changeait de couleur, devenait actuel et mystérieux, énigmatique et passionnant. C'était un réveil autour de nous. Tout s'animait. Les notions secouaient leur poussière, les réalités se levaient, les choses de Dieu reprenaient vie et nous nous sentions envahis de lumière.

Parce qu'un laïque, simplement, nous proposait la sainteté.

Il était là, et toutes les perspectives de notre monde intérieur s'en trouvaient bouleversées. Nous sentions tout de suite crouler certaines prétentions (on ne mesure pas la littérature avec Dieu) et venir au grand jour toute partie précieuse de nous-mêmes. Nous étions tout honteux devant cet homme, comme surpris à marcher sur la tête. Comment expliquer nos doutes d'hier?

Mais la profonde merveille de cette rencontre fut la route large ouverte devant nos pas. Non qu'une barrière ait été abattue mais c'était plutôt comme une nuit dissipée.

Nous avions campé dans une obscurité hostile. Le moindre obstacle nous avait paru insurmontable. Et voici que le réveil nous trouvait au centre de la route, en pleine lumière et face au but. Rien, aucun obstacle même réel, aperçu dans cette perspective, ne pouvait désormais nous gâter la joie de voir clair.

Nous avions compris qu'une chose explique et vivifie la vie chrétienne: tendance amoureuse vers la perfection. C'est cela seulement qu'on nous avait dit.

Etait-ce donc pour nous un discours si neuf? Et comment prenait-il à nos yeux de chrétiens ce plein sens d'Evangile, c'est-à-dire d'une bonne nouvelle et qui nous paraissait à la fois, malgré quinze ans de catéchisme, bonne et surtout nouvelle?

J'ai souvent réfléchi sur la singularité de cette impression. Et si j'essaie maintenant de l'expliquer par ses vraies causes, je risque de blesser mes anciens maîtres. Mais puisque les méthodes et les procédés en cause restent aujourd'hui encore très actuels, l'honnêteté fondamentale de ces lignes se trouve en jeu dans la

réponse que je vais donner...

* * *

J'ai connu depuis l'éternelle jeunesse de la vérité, son éternelle saveur et l'infinie permission qui nous est donnée de redécouvrir cent fois, avec une joie croissante, un même aspect du Christ que nous avons cru, à chaque fois, épuisé. L'émotion de cette rencontre, le choc en pleine poitrine de la sainteté proposée n'auraient-ils été qu'une étape comme les autres mais plus marquante à cause de notre âge et des problèmes intimes qui nous tenaillaient alors?

Au temps de l'indulgence, j'aurais pu me satisfaire de cette explication. Mais le jour est venu de formuler des réponses plus complètes, plus lucides.

Si de nous proposer la perfection eut sur nous cet effet d'étonnement et créa dans nos esprits une impression si durable, c'est qu'en toute vérité on nous la proposait pour la première fois. Affirmation qui paraîtra énorme mais qui correspond à la réalité.

La sainteté, en effet, ne fut jamais un idéal vivant pour les adolescents que nous étions. Elle n'apparaissait même pas comme une forme de l'héroïsme à laquelle nous pouvions aspirer. Nous la voyions au contraire comme un royaume secret où certains hommes, arbitrairement, se trouvaient un jour introduits à l'improviste.

Car dans notre formation chrétienne, une transition avait manqué entre l'enfance et l'âge d'homme. Il eût fallu donner une chair aux héros de l'Esprit pour qu'ils nous restent présents au moment où nous découvrions notre chair.

Enfants, nous avions connu le Roi Louis, Tharcisius, Jean le Baptiste et saint Eloi, Vincent, l'homme aux miracles, François le Voyageur et François... le franciscain. Ceux-là, et combien d'autres, avaient largement comblé notre appétit de merveilles. Ils avaient peuplé dignement notre conception de l'Eglise glorieuse. Ils furent à notre avenir spirituel ces pourvoyeurs d'images que sont à nos rêves temporels les grands héros de l'histoire. Peut-être commettions-nous déjà la grave erreur de ne voir entre ceux-ci et ceux-là aucune mesure commune; mais nous étions du moins familiarisés avec cette grande fresque religieuse de l'Eglise héroïque.

Et les saints ont joué leur rôle dans les années de notre enfance. Tels qu'ils étaient, dans leurs niches, avec des robes incongrues et des haillons dorés, avec des barbes frisées, des yeux froids, de grands sabres. Si haut qu'ils fussent placés, nous les retrouvions toujours présents puisque, le nez en l'air, nous passions nos journées à explorer le ciel!

* * *

Mais vient le jour où la terre nous réclame. Alors, il faut rappeler à soi tous ses moyens de connaissance pour tâcher à comprendre ce qui se passe au niveau charnel de la vie. On descend soi-même d'une certaine niche. On vivra désormais à la hauteur commune des hommes, aux prises avec les réalités les plus dures.

Que faire à ce moment-là des grands saints de légende et de leurs exploits mirifiques? Il ne nous reste sur les genoux qu'un livre de contes magnifiquement illustré et qui nous fait sourire.

Or, personne ne fut là, pour nous, à point donné, qui pût descendre les saints de leurs niches. Personne pour tirer le rideau de légende et nous révéler la conscience de ces hommes de Dieu, au moment où nous découvrions la nôtre. François, Paul, Augustin, tous s'évanouissaient, se brouillaient dans notre mémoire, confondus avec Don Quichotte.

On dira que désormais le dogme pouvait se passer des images. C'est comprendre à rebours l'enseignement des paraboles.

Et surtout, il faudrait bien voir comment le dogme lui-même nous était proposé. Qu'on sacrifie les images, admettons-le pour un instant. Mais par quelle viande alors fut remplacé ce petit lait? Par un enseignement moral terne et négatif; par la prédication d'un Evangile soigneusement édulcoré.

Nous n'étions plus des enfants; nous étions encore des jeunes. Tourmentés, instables, gênés de toutes parts mais aussi impatients, fougueux, violents. Nous avions soif de sortir de nous-mêmes. Nous appelions une délivrance qui nous rendît la joie et le sens de notre vie; on nous donnait une morale qui n'était ni une sagesse ni une route: à peine une comptabilité.

Au lieu d'une cause à promouvoir, des barrières à respecter. Au lieu de remèdes à nos malaises, une méthode de diagnostic, une balance à peser les symptômes. Une loi sans esprit.

* * *

Car si je parle d'Evangile édulcoré, ce n'est pas pour reprendre ici, gratuitement, un mot qui a fait fortune.

On édulcore l'Evangile quand on le dépouille de sa langue rude, de son expression directe, des exigences qu'il implique et de la violence révolutionnaire qui le soustend. On l'édulcore surtout quand on le réduit à une morale d'où la personne du Christ et le grand mouvement de l'amour sont absents.

Tel fut l'Evangile que connut notre adolescence. Et cette phrase elle-même implique trop: nous n'avons pas connu l'Evangile. Le texte lui-même, le texte dans son intégrité ne fut pas mis entre nos mains. Nous ne l'avons possédé que plus tard, vers le temps dont je parle ici.

A l'époque de nos seize ans, nous n'étions nourris que de commentaires, et si paisibles, encore, si faussement tranquilles et

débonnaires! On semblait s'ingénier à réduire l'enseignement du Christ, à l'attiédir croyant ainsi nous le rendre plus acceptable. Tout ce qui heurte, tout ce qui frappe et secoue, tout ce qui brûle les lèvres, était noyé d'explications lénifiantes.

Nous savions, guettant le prêtre qui montait en chaire, les paroles rassurantes qui tout à l'heure descendraient sur nous. Il y avait sans doute l'annuel sermon sur la mort, dans le pur style rédemptoriste. Mais pour celui-là, terrifiant, quelle écrasante majorité de laïus à l'eau de rose!

Lisait-on la parole des "peu d'élus", nous devinions d'avance qu'une ingénieuse interprétation viendrait réparer le malaise que produisait en nous ce texte. Après une heure de sermon sur le thème: "Malheur aux riches...", il devenait impossible de savoir s'il existait bien, en fait, des riches et des pauvres, si l'argent était obstacle ou secours à la vie spirituelle.

On brouillait tout. La pointe du "glaive apporté dans le monde" était savamment émoussée. Le sens obvie des paroles divines ne survivait pas à ce traitement. Le paradoxe du christianisme se ramenait en définitive à la seule philosophie du bon sens le plus bourgeois.

* * *

S'embarrassait-on des sublimes déments que furent les saints et du témoignage irréductible de leur vie? A cela comme aux défis répétés de l'Evangile, on trouvait une explication rassurante: la grâce d'exception, détruisant ainsi le dernier lien qui nous rattachait encore aux héros de notre foi: notre commune mesure d'hommes faibles.

Où donc aurions-nous pu apprendre cette vérité, que la perfection est un devoir? Au contact d'âmes saintes qui vivaient parmi nous? Mais la communication était impossible. Nous n'avons pas connu l'intimité de nos maîtres, pas du moins l'intimité spirituelle. Leur vie intérieure était un domaine clos, jalousement gardé.

Quelques prêtres chargés d'âge, aux comportements curieux, étaient parfois qualifiés de "vieux saints", ce qui sans doute correspondait à la vérité mais n'en liait pas moins l'un à l'autre, fâcheusement, les deux qualificatifs.

* * *

Or, ce soir de mai, nous eûmes devant nous un homme jeune qui n'arrangeait pas l'Evangile, qui ne ménageait pas notre lâcheté, qui ouvrait devant nous la voie difficile. A cause de cela nous voulûmes le suivre.

Il nous montrait la fin, et tout devenait clair.

"Car si ton œil est bon, c'est ton corps tout entier qui sera dans la lumière."

Gérard Pelletier

Domiciles de la Peur sociale

"Moi, tu sais, je suis un conservateur." Le type qui me faisait l'autre jour cette franche déclaration est un homme de mon âge que je crois intelligent. Je lui ai demandé ce qu'il signifiait par là. Il m'a répondu qu'il est "de droite". Comme je lui disais que les mots "droite" et "gauche" sont devenus des étendards équivoques et dangereux, et le priais d'élucider: "Je suis pour la conservation des institutions actuelles", m'a-t-il finalement avoué.

J'aurais voulu lui demander s'il considérait qu'une institution tire sa valeur du seul fait de son existence; ou si, au contraire, elle vaut par la réponse qu'elle apporte à un besoin précis. J'aurais voulu lui demander s'il lui est jamais venu à l'idée de rechercher la nature des besoins pour ensuite mieux juger les institutions. Mais notre conversation fut tout de suite interrompue.

Apparemment, la famille de ce jeune homme s'accommode assez bien du système actuel. Je sais qu'elle est fort active dans le sens d'une certaine politique, et que plusieurs de ses membres travaillent de toutes leurs forces à empêcher l'avènement d'un monde plus social. J'espère qu'ils réalisent les proportions gigantesques de la tâche qu'ils ont entreprise: l'extinction de ce volcan, l'assèchement de ce fleuve qui s'appelle la révolte ouvrière, le problème social.

Ceux-là, en tout cas, sont évidemment des adversaires. Mais tous les conservateurs ne sont pas dans le même cas. La classe agricole dans son ensemble ne voit pas d'un œil très sympathique la promotion ouvrière telle qu'elle s'accomplit. C'est que le problème social, dans la mesure où il existe chez elle, ne se pose pas du tout de la même manière. La propriété de la terre, la propriété individuelle ou commune des moyens de production, rendent les cultivateurs maîtres de leur destin. Les problèmes techniques et administratifs de leur industrie se posent au niveau même du producteur. Il est plus facile à ce dernier, partant des problèmes précis de son entreprise personnelle, de travailler à résoudre les problèmes qui se posent à toute sa classe. Il peut souffrir d'une certaine frustration, être insatisfait du profit qu'il retire du fruit de son travail. Ses rancœurs du moins ne se tournent pas contre un patron. Il n'y a pas, entre son patron et lui, de malentendu possible. Le cultivateur du Québec ne sera jamais un militant de la lutte des classes: dans son entreprise, il

est à la fois le travailleur et le détenteur du capital.

Ses rares contacts avec le monde industriel ne sont guère de nature à le renseigner sur le conflit qui s'y livre. Il lui est impossible de transformer lui-même certains de ses produits pour les rendre aptes à la consommation. Il vend son porc à une grande salaison. Il vend son lait à une grande laiterie. Ce faisant, il entre en contact avec une entreprise dont il dépend dans une certaine mesure, et qui échappe entièrement à son contrôle. Il se croit, souvent à bon droit, mal payé, exploité. Phénomène étrange, il s'en prendra moins souvent, dans ses revendications, au capitaliste qu'à un autre producteur, victime d'une aliénation bien pire que la sienne : l'ouvrier. Chaque fois que l'ouvrier obtiendra une augmentation de salaire, le cultivateur ne pourra s'empêcher de se sentir lésé. Ces revenus viennent du profit réalisé par la vente d'un produit agricole. N'aurait-il pas dû en profiter, lui, le vrai producteur, plutôt que l'ouvrier, simple transformateur?

L'ouvrier tiendra d'ailleurs le même raisonnement chaque fois que le cultivateur obtiendra un meilleur prix pour son produit. Tout comme le cultivateur, il entend tirer le plein fruit de son travail. Mais ce plein fruit, comment le déterminer? Il accomplit, au jour le jour, une tâche parcellaire : comment peut-il déterminer la rétribution adéquate de cette tâche? Il demande une augmentation de salaire. Le patron lui répond que c'est impossible. Comment le croire? Le patron roule en voiture, il demeure dans une maison imposante, ses enfants fréquentent les grandes écoles, il fréquente les "swells" et sa femme est bien vêtue. Il passe parfois l'hiver en Floride. Comment peut-il prétendre que le travail de tel ouvrier ne mérite pas une plus forte rémunération?

Le patron peut se défendre, expliquer que ses responsabilités sont écrasantes ; que pour maintenir l'usine en marche, il a besoin de conditions de vie équilibrées ; que l'auto n'est pas pour lui un luxe, mais une nécessité ; que ses contacts personnels sont destinés à apporter à l'usine de nouveaux contrats, et donc plus de salaires, etc. Mais comment ses ouvriers pourraient-ils établir la véracité de ses arguments? Le voici qui brandit son bilan. Eh, on a déjà vu des bilans truqués. L'ouvrier se méfie des chiffres trop compliqués, qui disent ce qu'on veut bien leur faire dire. Même s'il ne conclut pas d'avance à la fausseté du bilan, il n'est guère en mesure de conclure non plus à sa véracité. Le doute n'a pas que des bénéfices, il a aussi ses désaventages.

Le cultivateur, propriétaire de sa ferme, n'a pas cette méfiance paralysante. Il sait, lui, parce que c'est lui qui encaisse et qui paye, quelle partie du revenu il a fallu dépenser, cette année, pour l'achat et l'entretien de machines, pour le chauffage, l'éclai-

rage, le fourrage. Il sait parce que c'est lui qui vend, que le marché est moins bon cette année que l'an dernier, les débouchés moins sûrs, les prix moins élevés. Il acceptera plus facilement ses pertes. Il trouvera même le moyen de les compenser. Dans le jeu politique actuel, il lui est encore assez facile d'obtenir subsides et octrois. L'ouvrier, lui, ne sait, de science certaine, qu'une chose : c'est que le coût de la vie monte et que la famille ne reçoit pas suffisamment pour ses besoins. Il ne peut pas améliorer ses techniques de travail pour augmenter ses profits. Il ne peut pas trouver de nouveaux marchés. Il ne peut pas consolider financièremena l'entreprise. Il ne peut simplifier l'administration. Le seul moyen qu'il ait d'améliorer son sort, ce n'est pas — comme on le lui a chanté sur tous les tons — d'augmenter la production : il n'est pas sûr d'en profiter. C'est de réclamer. Il ne peut pas réclamer seul, car il n'obtiendrait rien. Il bâtit une union qui réclame pour lui. L'union réclame du patron des augmentations de salaires, elle réclame des gouvernements des mesures de sécurité sociale. Si elle les obtient, c'est la paix jusqu'aux prochaines demandes. Si elle ne les obtient pas, c'est la guerre.

"C'est la lutte des classes." La phrase a été prononcée devant moi par un ouvrier de Shawinigan (54 ans, 5 enfants) qui venait de faire se première grève. Pris par surprise, les patrons avaient cédé en vingt-quatre heures. Dix ans auparavant, l'idée d'une grève chez eux leur eût semblée ridicule. Ils avaient trouvée géniale l'idée d'une compagnie voisine, qui venait de susciter la fondation d'une union de compagnie, et de lancer ún vaste programme récréatif : danses, sports, etc., afin de s'attacher ses employés. La recette s'était prouvée efficace. Des organisateurs d'unions internationales, venus à plusieurs reprises tenter de grouper les ouvriers, avaient rencontré un barrage patronal savamment agencé, et avaient dû battre en retraite. Plus tard, les Syndicats catholiques avaient emporté le morceau. Les patrons n'étaient pas contents, mais ils s'étaient résignés au fait comme à un moindre mal : les Syndicats avaient la réputation de ne pas faire de grèves, et un syndicat qui ne fait pas de grèves n'est jamais dangereux. Les patrons se sont réveillés, un beau jour de printemps, tout d'un coup. Les machines s'arrêtent les unes après les autres. Tout autour de l'usine, des tentes s'élevaient, où des piqueteurs entraînés allaient se relayer par quarts. Dès le lendemain, le contrat de travail était signé. Le gérant général adressait à tous les employés un message de paix. Mais le ton était celui d'un homme blessé. Il venait de perdre la première bataille d'une guerre qu'il reconnaissait comme telle. Ses ouvriers également : "C'est la lutte des classes." Sans avoir jamais lu Marx ni rencontré un seul communiste, ils reconnaissaient, l'ayant

touchée du doigt, la réalité du conflit social.

Il existe chez nous, depuis quelques années, une petite revue qui a nom "la Rencontre des Classes". Nous croyons que les fondateurs de cette revue étaient animés d'une idée généreuse. Elle témoigne d'une inquiétude authentique devant le problème social, et d'une volonté désintéressée de travailler à le résoudre. Mais nous craignons fort qu'elle n'escamote le problème. Son titre même colle mal à la réalité. Une certaine école de gens bien intentionnés voudrait jouer, chez nous, le jeu de l'autruche. On croit faire cesser la lutte des classes en ne l'appelant jamais par son nom. Les rédacteurs de *la Rencontre des Classes* nous trouveraient injustes de les compter de cette école. Ils peuvent produire nombre d'articles par lesquels ils ont tenté, au contraire, d'éclairer le problème. Ils ne se sont pas contentés, comme d'autres, de faire de grands palabres sur la charité, et d'inviter à s'embrasser sans plus attendre des gens qu'opposent leurs intérêts. Ils ne sont pas assez naïfs pour croire qu'une réconciliation hâtive, au nom des grands principes, et non précédée d'une discussion exaustive des sujets en litige, puisse être une réconciliation durable. "La Rencontre des Classes" offre à chacun l'opportunité de dire toute sa pensée, de discuter dans ses colonnes les opinions de ses vis-à-vis.

Nous ne croyons pas que "la Rencontre des Classes" obtienne des résultats appréciables. La rédaction, nous le craignons fort, ne sera jamais très bien équilibrée: elle attirera facilement les avocats de la partie patronale, mais nous doutons qu'elle puisse établir et maintenir des contacts solides avec le mouvement ouvrier. Monsieur François-Albert Angers y fera volontiers entendre que la misère des ouvriers est un mythe; Gérard Picard ne s'attardera probablement pas à y démontrer que monsieur Angers commet une grossière erreur.

On ne gagnera rien à vouloir réconcilier les classes comme si elles étaient des sœurs brouillées et ennemies. En vérité, les classes ne sont pas sœurs. Elles ne l'ont jamais été. Elles sont nées ennemies. Pour faire disparaître l'inimitié, il faudrait les supprimer comme classes. Il faudrait qu'il n'y ait plus d'une part les capitalistes, d'autre part les prolétaires. Tant que la tête de l'entreprise sera séparée du tronc, c'est-à-dire qu'elle cherchera avant tout son propre profit, et non celui du corps entier, la meilleure volonté du monde n'empêchera pas le tronc de pousser une nouvelle tête qui s'opposera à la première. La lutte des classes vient de ce que des hommes se sont emparés des nouveaux moyens de production mis à leur disposition par la science moderne, et qu'ils les ont utilisés en en conservant toute

la gestion et tout le profit. D'où le conflit industriel. On peut sans doute trouver toutes sortes de moyens pour l'atténuer. Mais on ne l'aura pas résolu tant que la gestion privés ne sera pas devenue gestion commune. Comment? Ni la nouvelle formule de l'entreprise, ni le mode de la transformation ne seront de sitôt découverts. Mais en attendant, le patron et l'ouvrier ne peuvent pas ne pas occuper des positions antagonistes.

Telle est l'optique du mouvement qui nous semble serrer de plus près la formule communautaire de l'avenir: le mouvement "Economie et Humanisme". Telle est aussi, nous le croyons, la position de l'ensemble du mouvement syndical. Nous aimerions sincèrement en dire autant des patrons: sauf quelques rares exceptions, nous les trouvons au contraire acharnés à la défense de l'ordre établi, voire à la restauration de l'ordre d'hier. Ils ne veulent pas entendre parler de partage des bénéfices. Ils acceptent encore bien moins l'idée d'une éventuelle co-gestion de l'entreprise. Ils n'acceptent la plupart du temps les syndicats que comme un mal inévitable: ils ont d'ailleurs fait tout en leur pouvoir pour l'éviter. Ils négocient leur contrats de travail comme ils négocient leurs autres contrats: en "finassant" le plus possible, en obtenant le plus possible en échange du moins possible.

Conservatisme: le plus pénible est encore celui des jeunes. Un de mes amis, jeune homme d'affaires que ses préoccupations sociales ont orienté, au seuil d'une carrière qui s'annonce brillante, vers le mouvement coopératif, rencontrait récemment quelques confrères. La conversation, d'abord anodine, tomba comme fatalement sur la lettre "sociale" des évêques. Il n'est pas trop fort de dire que ces jeunes-là étaient scandalisés. Ils disaient couramment que le clergé glisse au communisme. "Dimanche dernier, reconte l'un, mon curé a fait une sortie violente sur le problème social. Il tonnait, il gesticulait: la justice sociale par-ci, le bien-être des ouvriers par-là..." Conternation générale.

"Ces gens-là, me dit mon ami, sont incompréhensibles. Qu'est-ce qu'ils ont donc à être aussi capitalistes? Je comprends que leurs prédécesseurs, qui siègent aux bureaux de direction des grandes compagnies, tiennent un langage semblable. Mais eux! S'imaginent-ils, par hasard, qu'ils vont recommencer les "mergers" de Rockefeller? Ou de Rodolphe Forget? Ce temps-là est fini. On voit déjà, à des signes certains, que bientôt l'entreprise, pour subsister, devra se socialiser, effectuer d'elle-même une certaine re-distribution des richesses, assurer à un certain degré la sécurité sociale. Ces jeunes-là ne sont pas eux-mêmes capitalistes, et les voilà devenus les defenseurs les plus acharnés du système. Avec des idées semblables, il vont amener des catas-

trophes, non seulement sur eux-mêmes, mais sur la Province toute entière. Je ne les comprends pas..."

Pas faciles à comprendre en effet, nos jeunes conservateurs. Ils me rappellent un homme que j'ai connu dans mon enfance. C'était un ancien bûcheron qui s'était une fois égaré dans la forêt, et qui avait failli mourir de faim. Son épreuve l'avait rendu glouton. Il empiffrait en un seul repas de quoi nourrir quatre hommes. Il y avait, dans sa maison, un garde-manger immense et toujours rempli à craquer. Il avait horreur du vide, et ne consommait jamais la plus faible partie de ses provisions sans aussitôt la remplacer. Il disait: "Je ne mourrai certainement pas de faim." Il est mort subitement, d'une gastrite aiguë. Victime de l'instinct de conservation, vraie victime de la faim.

Or nous, les jeunes, conservateurs ou progressistes, toute notre enfance, toute notre jeunesse ont eu faim. Faim parfois de pain, faim toujours de sécurité, faim de la vérité. Nous avons eu faim d'une faim sans précédent dans l'histoire du pays. Jusqu'ici, le peuple du Canada français avait vécu à l'écart des grands problèmes du monde, il poursuivait tranquillement une vie encore patriarcale. Nos parents immédiats ont été, il est vrai, fortement secoués par la crise universelle du vingtième siècle. Mais ils continuaient d'espérer. Ils étaient nés, ils avaient été élevés en un temps heureux, au début du siècle des lumières. Ils pouvaient toujours se rabattre sur leur passé. L'air de ce temps où l'on accueillait les premières automobiles, les premiers téléphones, les premiers appareils de radio, avec le plaisir sans mélange des enfants qui reçoivent un jouet neuf : cet air-là reviendrait, on le respirerait encore avant de mourir.

Mais nous, nous n'avons rien connu de tel. Nous sommes nés, nous, de la première grande guerre. Et si nous l'avons peu connue, elle ne s'est pas moins inscrite profondément dans notre vie. Nous avons été élevés pendant la crise, et nos premières réflexions portaient sur le thème de l'inquiétude. Nous avons été lancés ensuite dans l'aventure d'une deuxième grande guerre. Et c'est sur nous que l'on compte pour lancer et encaisser les bombes atomiques du prochain conflit.

Tout cela nous a marqués, mais surtout la crise. Nous étions adolescents, et il nous était imposible de donner à nos inquiétudes un visage précis. Nous nous contentions d'avoir faim et peur. La maison paternelle était devenue un abri bien précaire. Le père travaillait au plus trois ou quatre jours par semaine — je parle des chanceux. Nous nous serions facilement accommodés, à notre âge, d'une menu réduit à sa plus simple expression. Nous aurions facilement accepté la misère de nos vêtements. Mais ce

que nous ne pouvions digérer, c'était la présence dans la maison, à cœur de journée, de cet homme, notre père, que nous avions pris autrefois pour un dieu, et qui promenait dans toutes les pièces un visage soucieux. Problèmes d'ordre matériel bien sûr, mais surtout crise spirituelle. Le monde n'avait plus de sens, et nos maisons avaient perdu toute fierté. La honte les rongeait sourdement par le dedans.

Pas étonnant que nous nous soyons jetés avec passion sur toutes les ocasions qui nous furent offertes de manifester une fierté, et même un orgueil. Nous nous sommes gargarisés, nous nous sommes étourdis de slogans nationalistes. Nous avions tout perdu, fors l'honneur. Nous étions pauvres, c'est vrai, de bien matériels, mais le fleuve géant arrosait de ses eaux des terres toutes couvertes de riches moissons spirituelles: nous étions français et catholiques. Sans la conquête anglaise et les brimades qui l'ont suivie, nous n'en serions pas là. L'ennemi, c'est l'étranger. "Des étrangers sont venus et ils ont pris tout l'argent." A partir de là, tout s'explique. Le chômage et la misère actuels n'étaient dus qu'à une vaste conspiration anglo-communiste-juive-franc-maçonne. Nous allions combattre hardiment cet ennemi, "jusqu'au bout", comme Dollard. Déjà, nous étions sûrs de la victoire: le sang des Frontenac, des Montcalm et des Lévis ne coulait-il pas dans nos veines? Nous pestions contre nos pères, coupables de s'être laissés leurrer pai les promesses fallacieuses des politiciens: ces derniers n'étaient-ils pas tous, rouges ou bleus, les pions conscients ou inconscients de la finance alglo-saxonne, juive et maçonnique?

Certaines images nous exaltaient, nous stimulaient. En d'autres pays du monde, des hommes forts s'étaient levés, ils avaient rallié la jeunesse, ils avaient porté des coups mortels à des ennemis, les mêmes. Autour de nous, des chantiers déserts, des hommes inactifs et découragés. Là-bas, disaient les écrans cinématographiques, les hommes étaient virils et actifs, de grands chantiers s'élevaient sous le soleil.

Pas étonnant que nous ayons fait, au paroxysme de nos élans nationalistes, notre crise de fascisme. Le déclin des fascismes, le triomphe du capitalisme américain et du comunisme russe, devaient porter un rude coup au nationalisme canadien-français; ils devaient décourager ses chefs les plus honnêtes et les plus conscients.

Et les autres, qu'allaient-ils faire de tant de ferveur retombée? Ceux qui n'avaient jamais su être jeunes ne sauraient pas non plus vieillir. Ils partiraient à la recherche de nouveaux démiurges. On les verrait bientôt rallier, avec un empressement pitoyable, les

rangs de la politique capitaliste et anti-sociale. Ils auront été séduits (d'autres essent été, au contraire, rebutés) par une discipline de fer. L'élan qu'ils étaient incapables de prendre d'eux-mêmes, on le leur donnerait dans des rangs où il n'est pas desoin de penser, où l'on est porté en avant presque malgré soi, par une ambiançe toute-puissante. Ils ont peur de réfléchir. Mais leur renonciation n'est pas pleinement consciente: ils ne sont pas des monstres. L'illusion de conserver au moins quelques-uns de leurs anciens objectifs leur a facilité la transition. Ils n'ont pas abdiqué leur conscience: ils l'ont faussée; de bonne, elle est devenue mauvaise. Le cynisme avec lequel ils parlent, en leurs heures de fatigue, de leurs maîtres et de leur mission, en dit long sur la précarité de leurs nouvelles allégeances. Mais ils s'y maintiennent cependant. Les chefs qu'ils se sont donnés satisfont pour l'heure le besoin qu'ils éprouvent d'une certaine cohésion. Ils craignent confusément qu'en rejetant les slogans et les signes, ils perdraient toute signification.

En face d'eux, nous trouvons les conservateurs de gauche, ceux-là tout frais cuits de la guerre et des alliances militaires qu'elle a rendues nécessaires. Ceux-là aussi attendent leur salut de l'extérieur. Ils sont, eux aussi, dépersonnalisés par des cadres inhumains. Ils sont, il est vrai, plus sincères que leurs vis-à-vis de droite, plus naïfs aussi: Ils donnent à plein dans l'illusion de travailler dans du neuf. Ils travaillent pourtant, eux aussi, à maintenir un ordre établi. Le parti ouvrier-progressiste canadien leur dispense l'enivrante, la douteuse et dangereuse sensation du non-conformisme. Leurs camarades du parti communiste russe, au contraire, sont obligatoirement voués à la conservation d'un ordre établi, au conformisme le plus strict.

Il existe heureusement chez nous, entre ces deux passivités, une zone de réalisme, où l'on apprend à se méfier des slogans et à exiger des raisons; où l'on se rend compte de plus en plus qu'un être humain adulte porte son salut en lui-même; où l'on sait déjà voir les problèmes réels tels qu'ils se présentent, porter jugement sur eux, travailler à leur solution concrète en accord avec d'autres êtres humains; où l'on s'efforce de réconcilier les hommes avec leur propre conscience en même temps qu'avec leurs semblables. On apprend lentement, chez nous, le sens communautaire. Remercions-en les mouvements populaires. L'Action catholique a éveillé un bon nombre de jeunes à la réflexion et à l'action. Le mouvement ouvrier y est allé, lui aussi, de sa très large contribution. Le mouvement coopératif a accompli des merveilles.

Les résultats à date ont été beaucoup plus marquants chez les

cultivateurs que chez les ouvriers. Je songe à tel village de colonisation, formé de gens à qui la crise économique avait forgé une mentalité de "quêteux", et qui, abandonnés par le gouvernement, livrés à des misères sans nom, ont tout de même bâti, grâce à quelques chefs jeunes et *donnés*, un milieu presque entièrement coopératif. Coopératif d'abord au sens technique du terme: ils ont fondé leur coopérative de consommation, leur caisse populaire, leur coopérative d'habitation, leur chantier coopératif. Coopératif aussi au sens le plus large: serviabilité, compréhension mutuelle, collaboration pour la solution des problèmes des loisirs, de l'administration municipale, de la collaboration famille-école, etc. Tel ou tel village agricole a subi, lui aussi, une transformation radicale. L'esprit, jusqu'à présent individualiste et conservateur, y est devenu communautaire et progressif. Un détail qui en dit long: on n'entend presque plus parler de ces querelles locales, véritables vendettas, qui opposaient autrefois, pendant des décades, deux familles voisines, deux paroisses: les procès, qui se chiffraient facilement, autrefois, par la centaine annuelle, ont presque entièrement disparu.

Les réalisations en milieu ouvrier, nous savons pourquoi, n'atteindront pas de sitôt à cette étendue ni à cette profondeur. Mais telle petite ville de la Mauricie nous offrait il y a quelques années, un magnifique exemple de prise de conscience civique. Telle petite ville des Cantons de l'Est a vu naître une coopérative d'habitation des plus efficaces. En maints endroits, l'éducation populaire active a de plus raffermi le sens familial en aérant les foyers, en les situant dans de plus justes perspectives: charité personnelle, coopération institutionnelle.

Nous sommes en marche, mais nous sommes partis avec beaucoup de retard. On se demande, à certaines heures, si cette prise de conscience est assez profonde, assez originale, pour atteindre sans tarder davantage à une envergure qui nous garantisse contre les effets désastreux d'un conflit majeur. Nous n'avons plus le droit d'ignorer que nous vivons dans un monde cassé. Nous travaillons sons la menace continuelle d'une guerre révolutionnaire. La lutte titanesque de deux matérialismes nous concerne directement; et même si nous réussissions à nous tenir à l'écart, elle créera des remous capables de nous engloutir.

La guerre possible n'est d'ailleurs pas notre seule source d'inquiétude, le seul aiguillon qui nous pousse à un effort de lucidité. Pendant que nous cherchons, que nous nous chicanons sur des mots, que nous nourrissons des susceptibilités d'écoles, voire que nous formons des clans, des vies se perdent. Les "jardiniers des hommes" restent eux-mêmes des hommes, et

comme tels, ils sont faibles et déficients. Une grande partie de la moisson continue de se perdre. Mais comme hommes, ils sont revêtus d'une dignité: la conscience. Par elle, ils peuvent atteindre au dépouillement, au désintéressement nécessaires. Par elle, ils peuvent être libres, responsables et efficaces.

Disons à la gloire des jeunes qu'un grand nombre d'entre eux s'orientent actuallement vers le travail social. Même en faisant la part d'une certaine vogue, capable d'en éblouir plusieurs, il s'en trouve chaque année un grand nombre qui s'engagent en toute sincérité, en pur don. Mais la générosité ne suffit pas. Elle est une première démarche, essentielle, certes, mais quand même la plus facile des démarches difficiles. Seule la réflexion personnelle, alimentée par une constante communion, assurera la permanence de l'élan, empêchera même, en beaucoup de cas, la désillusion et la retombée dans un état "pire que le premier".

Cité libre veut être, pour les artisans de la restauration sociale, un lieu de communion et de réflexion. Nous avons trente ans. Nous voici arrivés à l'âge où l'on assume des responsabilités d'adultes. Des plus urgentes, il y a notre responsabilité sociale. Nous ne voulons plus subir. Il faut désormais prendre le risque de la liberté, tracer quotidiennement, au sein du progrès social, les avenues de la liberté.

Réginald BOISVERT

Politique fonctionnelle

Longtemps, l'adversité nous donna un principe d'action. Dire non fut toute notre politique, et à bon droit nous appelions chefs ceux qui dirigèrent une résistance efficace. Notre peuple alors était entouré de dangers réels, surtout l'assimilation ethnique et religieuse, et notre bien se définissait dans une contradictoire.

Mais ça n'est pas tout d'éviter le mal, il faut faire le bien. De même qu'une Eglise qui fût toujours demeurée dans les catacombes serait une imposture, ainsi en politique on peut rester trop longtemps sous terre. Si un excès de malheur y oblige, l'esprit s'éteint et la résistance heroïque dégénère en bestiale obstination. Hélas! c'est le fait de certains peuples qui, ayant trop lutté, finissent par croire que la vertu est une négation.

Je me demande parfois si le Canada français n'est pas engagé sur cette route sans issue. Les uns s'assurent le pouvoir politique en défendant le peuple contre des dangers exagérés et souvent imaginaires. Les autres s'attachent leurs ouailles en brandissant des menaces de perdition éternelle. Bref, on paraît beaucoup moins soucieux de gagner des amis que de dénoncer des ennemis: communistes, anglais, juifs, impérialistes, centralisateurs, démons, libres-penseurs, et que sais-je. Cela est défendu, et ceci n'est pas permis, c'est entendu. Mais qui y parle du péché d'omission? Qui enjoint à la confession rare: "Mon père, je m'accuse de n'avoir pas fait le bien. . ."?

—Nous avons tout de même conservé la langue et la foi de nos pères, voilà du positif?

—Mensonge, et qui illustre bien comment nous confondons qualité et quantité. L'histoire impartiale démontrera que nous avons commencé de tout perdre le jour où des ennemis devenus subtils rendirent injustifiables nos négations. Maintenant notre langue est devenue si pauvre que nous n'entendons plus à quel point nous la parlons mal; je voudrais parfois que nos bonnes gens eussent à rougir de rester incompris en pleine France. Notre foi si ténue a cessé d'être apostolique; d'éminents prélats ont si peu confiance en la grâce qu'ils déconseillent aux universitaires les études à l'étranger, pays de perdition: faut-il s'étonner, dans ces conditions, que la foi se perde sans même avoir à quitter le pays?

Il n'y a pas plusieurs issues à notre impasse. Cessant un moment de trembler à la pensée du danger, cessant de nous entretenir dans nos traditions en salissant ce qui s'oppose à elles, il faudrait

considérer quelle action positive peut soutenir nos croyances.

Nous voulons témoigner du fait chrétien et français et Amérique. Soit; mais faisons table rase de tout le reste. Il faut soumettre au doute méthodique toutes les catégories politiques que nous a léguées la génération intermédiaire: la stratégie de la résistance n'est plus utile à l'épanouissement de la Cité. Le temps est venu d'emprunter de l'architecte cette discipline qu'il nomme "fonctionnelle", de jeter aux orties les mille préjugés dont le passé encombre le présent, et de bâtir pour l'homme nouveau. Renversons les totems, enfreignons les tabous. Ou mieux, considérons-les comme non-avenus. Froidement, soyons intelligents.

Ce qui manque le plus au Canada français, c'est une philosophie positive de l'action. Il la faut penser en entier. En entier, puisque chaque homme transcende les compartiments de la vie en société et c'est toujours lui-même qui agit, qu'il fasse de l'action catholique... ou économique. C'est dire que notre quête ne doit pas reconnaître de domaine réservé, ni de platebande interdite. Tout problème important doit être examiné à nouveau, dans un esprit scientifique. Car c'est bien la science qui nous a manqué, non le cœur. "La province de Québec n'a pas d'opinions, elle n'a que des sentiments." Dans les débuts, aucune position ne devra être considérée comme acquise; nos principes devront être interprétés avec vigilance devant chaque fait nouveau. Gare aussi à la complaisance devant nos idées chères: c'est une forme de paresse.

Ce but, nous le poursuivrons dans le cadre de cette revue. D'autres touchent déjà aux problèmes religieux et sociaux. Pour ma part je voudrais démontrer que la science politique ne doit pas être de la magie. Et pour cela il importe avant tout de décharger notre vocabulaire de son contenu émotif. Nationalisme, autonomie, bilinguisme, cléricalisme, socialisme, centralisation; autant de mots qui nous font bondir d'enthousiasme ou d'indignation, sans raison.

* * *

Il serait grand temps que l'on fasse, par exemple, le procès équitable de l'autonomie. Ce n'est pas une idée, c'est un cri de guerre. C'est un antidote verbal au poison (verbal) de la centralisation.

—L'autonomie est bonne parce qu'elle empêche la centralisation.

—Mais pourquoi donc faut-il empêcher le centralisation?

—Eh dame! cette doctrine néfaste empiète sur l'autonomie...

Et ce pendant que nous disons "nan!" à toutes les avances centralisatrices, des forces naissent et se développent, une philosophie et une stratégie s'élaborent dans l'ombre, d'inéluctables nécessités historiques s'imposent, qui broyeront comme verre les velleités autonomistes.

Il n'est nulle part de pouvoir qui ne tende à s'accroître: c'est une loi universelle, et pourquoi Ottawa y dérogerait-il? Ceux qui régissent une partie de nos activités s'imaginent pouvoir gouverner beaucoup plus sagement en contrôlant aussi *l'autre* partie (arbitrairement déterminée par une constitution faite pour une autre époque). Songez seulement à l'économie de moyens qui en résulterait, et à la simplification de l'administration.

Mais il y a plus. De nos jours, la théorie économique et fiscale est unanime à postuler la nécessité de la centralisation. Le plein-emploi de la main d'œuvre et des ressources est impossible à assurer sans des budgets cycliques, au moyen desquels l'Etat amortit les poussées tour à tour inflationnaires et déflationaires. Il ne faudrait donc pas qu'au nom de l'autonomie une province soit libre de ne pas s'intégrer au cycle: car il serait inadmissible qu'un gouvernement régional profite, pour redorer son trésor, de fonds en provenance d'autres provinces, lorsque celles-ci tentent d'enrayer une crise générale par d'héroïques budgets déficitaires.

La théorie monétaire et banquaire adonde aussi dans ce sens. Supposons qu'en temps d'inflation, la Banque du Canada essaye de réduire le volume d'argent et sa vélocité de circulation. La crise serait néanmoins inévitable si l'autonomie permettait à des institutions financiaires provinciales de favoriser la liquidité de l'économie et d'encourager la spéculation.

La théorie syndicale nous apporte encore d'autres impératifs centralisateurs. Car sans un code national du travail, assurant un minimum d'équité au régime du salariat par tout le pays, il y aurait une prime à l'injustice: en effet les capitaux seraient investis et les ressources seraient mises en valeur précisément dans les provinces où l'ouvrier est le plus mal traité, puisque c'est là que les profits seraient les plus considérables.

Et le raisonnement vaut aussi bien pour toute thèse de la justice sociale. Car les investissements se portent outomatiquement là où les rendements à la marge sont le plus forts; *ceteris paribus,* il suit que les provinces désireuses d'exploiter leurs richesses naturelles doivent rivaliser les unes avec les autres pour abaisser le niveau de vie de leur population. La logique intrinsèque de l'autonomie appelle donc un allègement d'impôts pour les classes capitalistes, et un alourdissement de la misère pour les autres.

Mais en vérité la preuve n'est plus à faire: toutes les poussées idéologiques sont vers l'union, la centralisation. Loin que de se scinder, les états se trouvant déjà trop petits cherchent à se fédérer. Voici qu'en Europe les meilleurs esprits politiques s'ingénient à réaliser des unions douanières, monétaires, et éventuellement politiques: Bénélux, Fritalux, Scandibel, Uniscan, Fritabel, et le reste. D'ailleurs, il est impossible (hélas!) d'oublier le plan militaire qui se surimpose aux autres, et où il demeure toujours

vrai que l'union fait la force. Les états majors ne nous permettront pas de chercher des solutions dans le sens du séparatisme, ainsi qu'ils nous l'ont fait voir par l'entente de Hyde Park, et par le Pacte de l'Atlantique.

Pouvons-nous dire après cela que l'autonomie est bonne et que la centralisation est mauvaise? Ne s'agit-il pas plutôt de phénomènes d'espèce tellurique, commandés par un dynamisme historique irrésistible, et soumis à des lois impersonnelles qui n'ont rien à voir aux catégories morales de "bien" et de "mal"? Ne faudrait-il pas cesser d'être pour et contre, et s'inquiéter d'établir un peu plus sûrement des positions qui puissent s'intégrer dans la trame de l'histoire?

Il semble bien qu'aux autonomistes incombe le fardeau de la preuve. Et prière de renouveler un peu les arguments! N'est-il pas un peu sommaire d'imaginer que notre langue s'éteindrait dès que le gouvernement fédéral se mettrait à octroyer des bourses d'études aux étudiants; ou qu'Ottawa nous obligerait à fermer les églises si nous cédions au fédéral tout droit d'imposition directe? Et par contre, est-il sûr que la croissance des meilleurs éléments de notre culture nationale soit encore favorisée par l'autonomie? En son nom, notre riche province se satisfait d'un standard de vie réduit, nos ouvriers se contentent de salaires inférieurs, nos villes s'encombrent de bordels et de taudis loués au prix fort, notre population est ravagée par la tuberculose et la mortalité infantile, notre fonctionarisme est un cimetière de crève-la-faim incompétents, nos budgets scolaires profitent moins aux enfants qu'aux contracteurs de routes, et nos ressources nationales sont exploitées pour le profit des autres pays.

* * *

Et pourtant, si l'on croit après cela que je prêche la centralisation, l'on se sera complètement mépris sur l'intention des paragraphes qui précèdent. Il est de salut public que notre politique cesse d'être une fumisterie, c'est tout ce qu'il s'agissait de démontrer. Et pour cela j'ai choisi, entre mille, de mettre en doute une des formules magiques des politiciens, l'autonomie. J'ai indiqué que des forces certaines nous entraînent vers la centralisation, et que nous nous prenions de la plus mauvaise façon possible pour les enrayer. Car c'est seulement le jour où la Province se sera acquittée avec efficacité et clairvoyance des tâches qui lui incombent, qu'elle sera en posture pour refuser au gouvernement central le droit de suppléer à ces manquements.

Nous devons au plus tôt définir avec rigueur ces sphères où, dans le contexte contemporain, l'autonomie reste vitale, puis en tirer les conséquences politiques. Et après l'autonomie, il faudra s'en prendre à toutes les autres panacées politiques, et ne rien accepter qui ne puisse se justifier en termes positifs et

raisonnables. J'entrevois une étude approfondie de notre système fédéraliste, un examen sévère de nos postulats bilinguistes, une séparation définitive de l'Eglise et de l'Etat, une psychanalyse de notre infantilisme religieux et culturel, une mise en accusation de nos soi-disant élites, et bien d'autres enquêtes, dans l'espoir de rassembler les éléments d'une politique vraiment humaine.

Car en fait, nous n'avons jusqu'à présent rien apporté à la société des hommes. Nous avons survécu, pour ainsi dire, en mangeant l'abondant capital matériel que la nature nous avait légué, et en épuisant le riche avoir humain dont la France nous avait gratifiés. Il faudrait maintenant songer à donner, après avoir tant reçu. Et pourtant, nous continuons à vivre sur notre passé, sans rien engendrer de neuf, et nous nous fions à notre pouvoir de chantage pour affronter l'avenir. "Le pays ne peut pas exister sans le Québec, élément indispensable au tout Canadien", pensons-nous. Donc, attention à nos susceptibilités... Certains partis politiques à leurs dépens ont appris à ne pas ignorer notre étiquette: "Fragile! Manier avec précaution". Dans ces conditions, la survivance est surtout une affaire de parasitisme. Nous sommes en voie de devenir un dégueulasse peuple de maîtres-chanteurs. Aussi, aux conférences fédérales-provinciales, lorqu'on nous fait des offres, nous tenons la dragés haute et nous rejetons péremptoirement toute proposition. Mais quand on nous demande une construction positive (janvier 1950), nous restons bouche bée et stupides.

Allons, il est clair que nos préjugés ne peuvent plus engendrer une action qui enrichisse le patrimoine humain. Je le répète, il faut déclencher la crise de conscience politique; faire table rase de toutes nos superstitions; renier nos lamentables logomachies. Et puis enfin, il faut concevoir audacieusement cette politique fonctionnelle par quoi seule peut s'ériger une cité libre, faite aux dimensions des supervivants que nous voulons être.

Pierre ELLIOTT TRUDEAU

Petite méditation
sur l'existence canadienne-française

> Un Etat païen est un Etat qui s'identifie et se confond avec une religion et qui règne en deçà de la distribution du politique et du religieux, de la Cité et de l'Eglise. Tout paganisme est un cléricalisme, — et la réciproque, en dernière analyse, est vraie.
>
> Joseph VIALATOUX,
> *professeur de philosophie à l'Externat Saint-Joseph de Lyon.*

Je procéderai ici de façon non rectiligne. Je le regretterai beaucoup pour ceux qui s'attendent à recevoir un paquet bien ficelé dans un beau papier d'emballage. Je ne "compose" pas des articles. J'admire la méthode de saint Thomas qui procède par questions et réponses aux objections très proprement distribuées. Non seulement je l'admire, mais je la pratique dans l'enseignement, parce que je ne crois pas qu'on puisse en imaginer de meilleure. Mais quand il s'agit de recherche de la vérité, de méditation sur des problèmes nouveaux, je suis incapable de procéder par questions et réponses. Il ne faut pas me demander de récrire le Bréviaire du Patriote canadien-français (édition 1950).

"Leur inquiétude".

L'inquiétude intellectuelle! Qui est-ce qui, en 1936, nous donnait un petit volume sur *Leur Inquiétude?* Si on rappelait *Leur Inquiétude* devant Hertel, il poufferait de rire. J'ai lu *Leur Inquiétude,* il y a quelque quatre ou cinq ans. Je ne me rappelais plus tout à l'heure ce que contenait le livre. L'ayant lu, il y a toujours quelque quatre ou cinq ans, j'ai fait pour le journal *JEC* une critique de l'ouvrage. Je ne me rappelle plus ce que disait cette critique. Ce ne devait pas être très important, de toute façon, et il est bien peu probable que les avis exprimés par moi sur un livre que l'auteur répudiait en 1944 aient eu la moindre influence sur l'évolution spirituelle de celui qui nous donnait quelques mois plus tard *Pour un Ordre Personnaliste.*

Je suis allé dans une bibliothèque, il y a un instant, et j'ai retrouvé dans l'*Action Nationale* (avril 1936) les conclusions de

l'*Essai sur l'inquiétude des jeunes* de François Hertel. J'en transcris ici les dernières lignes : "Jeunes gens, ce livre ne fut pas un effort de style, taillé au ciseau, léché à la langue. Il fut un appel aux armes pacifiques, un coup de clairon dans la tranchée, un éclair dans la nuit de notre conscience nationale endormie. Plaidoyer pour la vie patriotique, certes. Surtout, et je dirais uniquement, il fut une voix qui crie dans le désert : convertissez-vous si vous voulez vous libérer d'une inquiétude ; pour être heureux, vivez saintement ! Vous êtes inquiets. Soyez patriotes ! Vous êtes inquiets. Soyez catholiques ! . . ."

Il se passe bien des choses en quinze ans ! Pourquoi ces lignes feraient-elles sourire de pitié tout jeune homme qui ne serait pas un frais émoulu du Mont-Saint-Louis ?

Si je pouvais répondre à cette question, je définirais *Leur Inquiétude*, la nôtre, l'inquiétude de ceux pour qui Hertel, jésuite, a écrit en 1936 un petit livre dans lequel, aujourd'hui, nous ne nous reconnaissons pas.

On dirait que ces appels au miraculeux, au merveilleux ("Vous êtes inquiets. Soyez patriotes ! Vous êtes inquiets. Soyez catholiques !") relèvent d'un rituel que nous ne comprenons plus. Nous sommes devenus trop subtils. Quand on nous donne un "mot d'ordre", comme on disait à l'école, nous avons toujours la même question sur le bout des lèvres : MAIS COMMENT ? Le malheur est qu'on ne nous dit jamais COMMENT. Alors, nous essayons de le trouver nous-mêmes. . .

Si j'évoque le nom de Hertel, ce n'est pas pour jeter le ridicule sur sa personne. Pas plus d'ailleurs que sur l'*Action Nationale*, et je dirai pourquoi bientôt. J'ai eu des dieux, mais Hertel n'a jamais été pour moi un surhomme. Voilà pourquoi il ne peut s'agir pour moi de le renier. Il a été, je pense, le plus intelligent et le plus lucide de nos éducateurs. Quant à la branche intellectuelle du nationalisme, celle qui s'exprime dans l'*Action Nationale*, je me sens de plus en plus incapable de la mépriser. On ne peut contester ni leur intelligence ni leur sincérité. Seulement ils souffrent d'hégélianisme, c'est-à-dire qu'ils marchent sur les mains. Ils marchent honnêtement, parfois ils marchent avec grâce, mais toujours sur les mains.

L'Union Nationale ou le Séparatisme déguisé.

Quand leur idéologie frelatée s'est incarnée, elle a donné ce fruit pourri qui s'appelle l'Union Nationale. Je sais bien que ni M. Groulx ni M. Laurendeau ne voudront se reconnaître dans M. Duplessis. Vous pouvez le disputer, vous moquer de son nez, il reste qu'il vous appartient, il est de la famille. Vous l'avez engendré, vous l'avez équipé de slogans. Vous lui avez fourni les

armes qu'il était bien incapable de produire mais qu'il a le génie d'utiliser. Vous ne pensez pas? Oh! je sais bien que c'est plus compliqué que cela. Je sais bien que c'est simplifier considérablement les choses. Mais l'Histoire, qui fait vite et simplifie les généalogies, écrira: Barrès *genuit* Groulx, Groulx *genuit* Laurendeau et Paul Gouin *et multos alios* desquels devait sortir Duplessis qui *genuit* ce petit microbe qui s'appelle l'autonomie provinciale, lequel petit microbe, administré à dose savante, endort le peuple et permet d'établir un Etat français qui ressemble étrangement à une dictature. Vous ne pourrez pas aux yeux de l'Histoire vous désolidariser de l'Union Nationale. On vous aura toujours vus, après les pires chicanes de famille, vous rallier au chef de clan quand vous estimiez que notre "idéal" était menacé. Dites-moi que vous avez pu choisir une seule fois pour M. Saint-Laurent contre M. Duplessis?

Non pas que vous fussiez de mauvais diables. Vous étiez sérieux, vous étiez héroïques. Quand on vous disait que vous nous meniez au séparatisme, vous protestiez qu'on déformait votre pensée. Et le pire est bien que vous étiez sincères quand vous protestiez. Vous êtes toujours sincères, mais vous marchez sur les mains. Vous posiez les bases d'une petite république pour intellectuels seulement et vous oubliiez le peuple. Vous l'avez tellement réclamée, votre petite république pour intellectuels seulment que finalement M. Duplessis vous l'a accordée. Seulement, dans la petite république que M. Duplessis vous a donnée (avec un beau drapeau par surcroît) il n'y a pas de républicains. Voilà! C'est très drôle! Vous ne saviez donc pas qu'il aimait à rire! Vous ne pensiez pas qu'il pouvait vous jouer ce sale tour! Mais vous le savez bien, c'est un malin! Mais le peuple? Où est le peuple? Le peuple, M. Duplessis l'a mis au collège. "Ils ont mis le peuple au collège et les grèves sont ses vacances." De ce collège, M. Duplessis est le pion, le professeur, le directeur de conscience (Evangile en main!). Séparatisme? On est bien élevé ici et on ne prononce pas de mots grossiers. Parlons plutôt d'autonomie. Mais nous sommes séparés du reste du Canada, séparés du reste du monde.

Et maintenant, Messieurs les intellectuels de la Ligue d'Action Nationale, vous êtes satisfaits! M. Duplessis tient-il, oui ou non, tête à Ottawa? M. Duplessis nous protège-t-il, oui ou non, contre les empiétements du fédéral? M. Duplessis a-t-il, oui ou non, créé Ciné-Québec? M. Duplessis filtre-t-il, oui ou non, les films de l'Office National du Film? M. Duplessis nous protège-t-il, oui ou non, contre les livres, journaux, revues qui pourraient porter atteinte à l'intégrité de notre culture et de nos mœurs? M. Duplessis vous a donné un drapeau, non? M. Duplessis a changé le nom de Spencerwood en celui de Bois de Coulonge, non? N'a-t-il pas

poussé le zèle jusqu'à changer le nom de trésorier provincial pour celui de Ministre des Finances?

Vous protestez? Vous prétendez que ce n'est pas ainsi que vous l'entendiez, qu'il y a autonomie et autonomie, que le nationalisme purement spectaculaire... Assez! Suffit! Silence! Il faut présenter à l'envahisseur un front uni. N'allez pas troubler par des luttes intestines le beau spectacle d'une armée rangée faisant face courageusement aux sortilèges d'un ennemi rusé! De plus, l'autorité, c'est l'autorité; et l'autorité, c'est sacré, que dis-je! c'est divin. Ainsi s'exprime M. Duplessis, Premier Ministre.

M. Groulx, vous avez peut-être été grand jusqu'en 1939. Vous aviez pris vos idées auprès de l'*Action Française* (en France); Barrès a été votre maître. Je ne déclare pas que vous commettez formellement les erreurs de l'*Action Française*. Je dis simplement que vous nous faites penser à l'hérésie de l'*Action Française*.

En France, les meilleurs esprits ont revisé leurs positions et ils l'ont fait de façon éclatante. Ils ont dissipé toute équivoque. Nous avions pensé naïvement qu'après la guerre de 1939-1945 vous alliez donner un son nouveau. Vous ne paraissez pas avoir compris, vous ne comprendrez jamais.

Voilà pourquoi nous n'irons pas porter nos inquiétudes chez vous. Vous pouvez continuer à "broadcaster" votre MOI dans tous les coins du Canada.

Il y a intolérance et intolérance.

Nos inquiétudes? Nous nous demandons tout candidement où nous mène la vague d'intolérance civile qui balaie le Québec, si nous n'allons pas nous réveiller demain matin dans un Etat décidément fasciste, fermé de façon étanche aux influences des autres provinces du Canada et du monde entier. Nous nous demandons ce que devient la liberté et le respect des consciences dans le nouvel Etat de Québec.

J'insiste. Je dis bien: intolérance civile. Le libéralisme doctrinaire, la tolérance dogmatique, celle qui tient la liberté de l'erreur pour un bien en soi, nous les repoussons. Si nous ne les repoussons pas, nous commettons l'erreur de protestantisme et nous nous mettons hors de l'Eglise[1].

Nous croyons. On demande au chrétien de croire. On ne lui demande pas de voir. Mais il semble bien que dans tous les cas où il était possible de faire voir on a essayé de faire voir. La tradition de l'Eglise est éloquente à ce sujet. On ne s'expliquerait pas autrement le zèle de l'Eglise, sa sollicitude pour la philoso-

---

[1] Le protestantisme vise à la destruction même de l'idée d'Eglise. Eglise signifie Assemblée. Le protestant sort de l'Assemblée.

phie. Loin de favoriser l'obscurantisme et la paresse de l'esprit, elle a constamment fait la guerre aux ténèbres. Les moindres relâchements ont coûté très cher. Ainsi parle l'Histoire.

Alors? Alors, c'est pour dire que nous avons des questions. Les artistes ont des questions, les intellectuels en ont, les sociologues[2] en ont. Je n'en ferai pas ici un recensement complet. J'en serais du reste bien incapable. Nos questions ne tournent pas autour des dogmes immuables mais de certaines incidences historiques.

C'est peut-être beaucoup plus minime encore. Nous croyons détecter des divergences chez les autorités. Ces divergences sont apparentes ou réelles, je ne sais pas. J'en donne un petit exemple personnel qui date déjà de quelques années. J'ai entre les mains la revue *Esprit*. Un père jésuite me dit: "Attention! C'est dangereux..." Bon, très bien. "C'est tellement dangereux, poursuit le père, que, la recevant régulièrement moi-même, j'écris pour qu'on en cesse immédiatement le service à mon adresse." Ah!... Seulement, la semaine suivante, sous la plume du R. P. Danielou, s.j., dans un petit livre appelé *Dialogues*, de la "Collection catholique", je trouve tout à coup ces lignes: "Les idées d'*Esprit*, parfois contestables, toujours intelligentes et animées d'un sens profond de l'homme qui rejoint le meilleur d'un Albert Camus, sont au premier plan du mouvement actuel de la pensée et exercent un salutaire stimulant sur les chrétiens."

Ah!

Il appert que nous avons quelques anticléricaux dans le Québec. Mais quels anticléricaux? On disait, l'autre jour: "Le Québécois ne fera jamais un vrai bon anticlérical. Il est trop lié par les liens du sang à l'Eglise visible. Vous ne cherchez pas longtemps avant de découvrir parmi ses relations de famille un prêtre, une religieuse ou un frère."

Boutade? Boutade cynique qui peut être rassurante, mais on ne sait jamais. Les chicanes de famille sont parfois atroces.

Le cléricalisme et l'anticléricalisme ne sont pas des maladies en soi. Ils désignent l'un et l'autre des symptômes d'infantilisme potilique et religieux.

Il n'est pas normal que les dossiers complets de nos litiges les plus profanes portant sur les matières de nature contingente aillent aboutir invariablement sur la table de travail de nos chefs religieux, comme auprès d'arbitres suprêmes. Je comprends que ces sortes de manœuvres (elles sont rarement sollicitées par nos

---

[2] Les sociologues ont maintenant la "Lettre sur le Problème Ouvrier". Quelle application pratique en fera-t-on? Comme l'écrit un vieil auteur, "le nez de l'autorité est en cire, on le tourne du côté que l'on veut". N'est-ce pas, Père Emile Bouvier?

chefs religieux eux-mêmes) relèvent de ce qu'on appelle avec emphase le respect de nos traditions. (Le cri des Jeunes Laurentiens: "Allons-nous jeter dans les bras de nos évêques", me paraît typique.) Ces manœuvres pouvaient se comprendre autrefois, en un temps où le clergé devait jouer un rôle de suppléance dans les contingences politiques, en raison de notre immaturité. Avec la meilleure volonté du monde on ne saurait aujourd'hui les considérer comme normales. "Il y a lieu de remarquer qu'en fait, écrit Jacques Maritain, plus une population manque d'éducation éthico-politique, plus souvent l'autorité religieuse aura à intervenir dans les cas particuliers eux-mêmes et les contingences politiques pour éclairer ainsi les consciences et suppléer en l'occurrence à leur manque de formation intérieure. Plus parfaite est l'éducation éthico-politique de la population d'un pays (éducation dans laquelle l'action catholique est précisément appelée à avoir un grand rôle), autrement dit, plus les citoyens catholiques d'un pays sont capables d'agir comme des personnes politiquement majeures, et plus l'autorité religieuse se trouve dispensée d'intervenir par ses monitions morales dans les contingences politiques, plus elle peut concentrer son effort sur sa tâche essentielle, qui est de conduire les âmes à la vie éternelle, et de les aider à continuer l'œvre de l'Incarnation rédemptrice".

Les plans spirituel ou religieux et temporel ou politique se recoupent chez nous sur toute leur surface. Tellement qu'on ne peut presque jamais se situer sur un point quelconque de l'un sans entamer en même temps l'autre.

Tenons pour acquis que je m'exprime clairement. Comme catholiques, nous tenons pour l'intolérance dogmatique. Nous croyons en une vérité totale, intégrale, presque systématique. Les choses se passent comme si nous visions constamment à extrapoler notre intolérance dogmatique sur le plan civil. Aux yeux de beaucoup de protestants, nous réclamons pour le catholiscisme une liberté illimitée d'action, liberté dont nous voudrions nous prévaloir (ce qu'ils croient) pour établir un système d'intolérance civile qui niera, en fait, toute liberté d'expression aux confessions religieuses qui ne relèveront pas de notre magistère. Vrai ou faux? Je ne sais pas. Mais je suis convaincu que ce sentiment joue avec force, du côté protestant, dans toutes les querelles qui nous divisent. Des observateurs étrangers prétendent avoir vérifié le même fait aux Etats-Unis. (Voir la grande enquête de la revue *Vie Intellectuelle* sur le catholicisme mondial.)

Nous vivons avec nos compatriotes de langue anglaise sous le coup d'un tragique malentendu. On peut en donner comme exemple typique l'affaire des Témoins de Jéhovah. On prend l'habitude, dans la province de Québec, de mettre à la porte les Témoins

de Jéhovah — à la porte des maisons, ce qui est légitime, et à la porte des villes, ce qui s'entend moins bien. A Joliette, Shawinigan et Edmundston (N.B.), des groupes de citoyens interviennent, font monter de force dans les trains des groupes de Témoins. L'affaire est connue dans les autres provinces et un magazine (*Saturday Night*), dans un article bien bâti, beaucoup plus rationnel que sentimental, s'en prend à l'intolérance des Québécois. *Saturday Night* prétend que tout citoyen a le droit de faire connaître son opinion, d'imprimer et de répandre ses idées, en vertu de la liberté de parole, liberté garantie par la Constitution...

Un lecteur catholique répond à *Saturday Night* que voilà une hérésie; que la liberté intégrale est une fausseté devant Dieu et devant la raison humaine; que, par conséquent, on a le droit de faire taire, par la force, si nécessaire, tous ceux qui propagent l'erreur.

Nous tenons ici, rapidement synthétisée, toute la dramatique du malentendu qui empoisonne les relations des catholiques et des protestants au Canada. Oh! Il ne faut pas verser dans l'illusion. Les mots d'unité nationale, de bonne entente, de canadien-tout-court font partie du vocabulaire inflationnaire de politiciens en mal de doctrine. Mais je persiste à croire que le problème majeur, à la solution duquel doivent travailler tous les hommes à qui il reste un peu de cœur et d'idéal chrétien, se pose en ces termes: comment amener deux peuples que beaucoup de choses divisent à bâtir unanimement une cité harmonieuse? Beaucoup de Canadiens n'admettent pas que l'on pose ainsi le problème. Ceux-là s'engagent sur une voie qui ne mène nulle part. Ils veulent poser les problèmes comme si Canadiens de langue anglaise et Canadiens de langue française n'étaient pas appelés à vivre côte à côte. Mais nous sommes appelés à vivre côte à côte, que nous le voulions ou non. Et, quand on affirme que nous sommes appelés à vivre côte à côte on n'émet pas une opinion, on ne réfère pas à un sentiment, on exprime un fait.

Tolérance! joli petit mot. Que ne va-t-il la prêcher, la tolérance, aux Orangistes de l'Ontario? Je sais. J'ai déjà vu quelques "Anglais" dans ma courte vie. Mais je me demande toujours si on doit répondre à des actions païennes par des actions païennes, si on doit répondre au paganisme par plus de paganisme.

Il y a quelques semaines, un groupe de citoyens de la ville de Vancouver, résidents d'une section donnée, ont empêché des catholiques de bâtir une église dans le voisinage. La vue de ces papistes allait leur déplaire, ces pauvres! Ils veulent bien qu'on adore Dieu, mais dans leur "prayer-book" à eux. Paganisme!

Mais il y a quelques années, des citoyens de la ville de Québec

ont empêché des Juifs d'ouvrir une synagogue dans leur quartier. Paganisme!

Qui nous parle de ce temps-ci d'un manuel unique d'histoire du Canada? Mais nous l'avons, le manuel unique, et depuis longtemps. C'est un tissu ininterrompu de malveillances, de calomnies, de turpitudes, de perfidies échangées entre deux races qui se proclament chrétiennes.

J'ai donné l'affaire des Témoins comme un exemple de ce que j'appelle l'extrapolation de l'intolérance dogmatique sur le plan civil. Il ne serait pas sans intérêt d'examiner une à une les différentes mesures que prend le gouvernement Duplessis pour nous "protéger" contre tous les fléaux réels ou imaginaires. Dans la presque totalité des cas, nous aurions à dénoncer un abus du bras séculier, au nom du catholicisme, pour consolider des avantages strictement et exclusivement politiques. Cela s'appelle capitaliser sur le sentiment religieux. Et cela est païen.

Cet article prend des proportions démesurées. C'est ici pourtant qu'il conviendrait de tirer un alinéa au-dessus duquel on écrirait ces mots:

La crise du nationalisme ou le nationalisme fait peau neuve.

Des articles de Jean-Marc Léger, de Jean-Paul Robillard, de Jean Pellerin, l'allure nouvelle du *Devoir* indiquent que les nationalistes s'interrogent. Ils paraissent chercher une formule qui allierait le nationalisme à une forme édulcorée de socialisme. On ne peut pas savoir très bien s'ils regardent en avant ou en arrière. Où regardez-vous, Messieurs, dans le passé ou dans l'avenir? Il me semble toujours que vous allez appesantir une fois de trop vos regards nostalgiques sur les vieilles collections du *Devoir* et laisser passer une occasion unique d'entrer résolument dans la seconde moitié du XXe siècle.

Je répète ce que j'écrivais au début de cet article: je ne méprise pas les nationalistes sincères. Mais pourquoi faut-il toujours distinguer quand on s'adresse aux nationalistes? Ce manège devient agaçant à la fin. Pour une raison très simple: ils ne se ressemblent pas entre eux. Il sera toujours difficile de porter un jugement global sur le nationalisme québécois (sur tout nationalisme), qui a été beaucoup moins un corps de vérités ou une doctrine servie par une équipe, qu'un thème autour duquel des personnalités se sont exprimées. Voilà pourquoi on manœuvre toujours avec des types: il y a le type intelligent et éclairé, le type bouffon, le type antisémite, le type marchand-détaillant, le type pétition-pour-une-ambassade-à-Madrid. Nationalisme égale individualisme. Voilà pourquoi l'historien du nationalisme écrira des biographies.

Bourassa a été un grand homme. Quelques autres avec lui. C'étaient des humanistes. Plus que tout le reste, leur fidélité nous touche.

A cause de leur fidélité, nous avons conservé au Canada un instrument: la langue française. Quelle utilisation faisons-nous de cet instrument? Je sais bien qu'il faut encore quelquefois le protéger contre les malveillants qui voudraient nous le gâcher. Mais n'avons-nous pas trop tendance à le conserver comme dans un reliquaire?

Une langue, c'est d'abord et avant tout un instrument de communication et non un objet de vénération. L'image est puérile, on pourrait peut-être tout au plus l'excuser sous la plume d'un écolier, mais j'en ferai usage quand même: la langue française, c'est une clef pour ouvrir des fenêtres très larges sur la culture et l'humanisme français.

J'ai été heureux de trouver dans le *Citoyen Canadien-Français* de M. Esdras Minville, — au milieu de quelque 500 pages assez peu excitantes, — j'ai été heureux, dis-je, de trouver quelques dizaines de pages aérées sur le sujet de la culture française. Mais encore combien peu audacieuses!

Pendant trop longtemps, nous avons maintenu à l'égard de la France une attitude infantile. Nous nous conduisons un peu mieux. Et nous ferons encore mieux dans l'avenir.

La France de Jeanne d'Arc.

Il était de bon ton — il est resté de bon ton dans certains milieux — de distinguer avec précautions entre la France de Jeanne d'Arc et . . . l'autre France. M. Etienne Gilson, que tous les Canadiens reconnaissent comme un ami dévoué de notre pays, nous en avertissait encore récemment: il n'y a plus de France de Jeanne d'Arc. Comprenons-nous? La France de Jeanne d'Arc n'existe plus. Le message de Jeanne d'Arc, dans ce qu'il comporte d'éternel, entendez de chrétien, continuera à émouvoir les hommes et à les rendre meilleurs, mais le *style* Jeanne d'Arc est disparu. Allons-nous comprendre enfin? Les chrétientés de "style sacral" n'existent plus. Elles sont disparues dans toute l'Europe. Celles que les révolutions du XVIIIe siècle ont épargnées succombent aujourd'hui sous les assauts du communisme. Le christianisme est de tous les temps, mais le moyen âge, mes enfants, c'est fini. C'était un style, c'était un style très beau, mais c'est fini. Vous pouvez pleurer, vous ne le ressusciterez pas. Il nous faut maintenant bâtir des cathédrales d'un style nouveau, rêver de chrétientés d'un style inédit.

Pendant la dernière guerre, un médecin que je n'ai pas l'hon-

neur de connaître, le docteur Paul Dumas, publiait dans la *Revue Dominicaine* un article qui devait soulager plusieurs d'entre nous. Il s'y employait à dénoncer les pharisiens qui trouvaient bon que la France "souffrît pour ses péchés" et nous avertissait que ces pensées misérables allaient appeler sur nos têtes les plus grands malheurs.

Heureusement, nous guérissons peu à peu de notre pharisaïsme. On pourrait en dire autant de l'antisémitisme. Il se dessèche.

Nous avons été plus ignorants que méchants. Il ne reste plus que les arriérés pour enfermer toute la France de 1950 dans la littérature sensualiste du XIXe siècle. Nous avons bien quelques imbéciles pour qui Péguy reste un mauvais auteur pour la jeunesse, mais les Grecs, qui avaient trouvé des remèdes à tous les maux, n'en ont pas inventé contre la faiblesse d'esprit.

Nous avons été plus ignorants que méchants et, depuis que nous vous connaissons, jeunes chrétiens de France, nos frères et nos sœurs, nous avons franchement un peu honte de notre confort religieux. Depuis que nous vous connaissons, prêtres de France, nous avons franchement honte de notre confort religieux. La Mission de Paris, comme on dit, c'est une formule au milieu de beaucoup d'autres. Il reste que nous nous émouvons à la pensée que des prêtres descendent dans des trous de mines; que d'autres deviennent garçons de cafés; que des garçons et des filles de la bourgeoisie vont travailler en usine pour tendre la main à l'ouvrier. Nous ne nous sentons plus le cœur à mépriser "l'autre France", celle des païens, des athées, des communistes que vous, vous aimez et voulez sauver.

Il y a une manière de s'intéresser à la France: celle de M. Anatole Vanier écrivant au Prémier Ministre de France pour lui indiquer comment gouverner la République. Je note, au passage, cette sensationnelle prouesse dans le champ de la diplomatie internationale pour émailler d'un accent gai ce texte par trop sévère . . .

Ouvrir des fenêtres larges sur la culture et l'humanisme français. Je répète la question: utilisons-nous ce merveilleux instrument de communication qui s'appelle la langue française?

On peut le regretter, dans trop de nos collèges, dans un trop grand nombre de nos écoles, on éloigne des étudiants et des étudiantes les sources les plus tonifiantes de l'humanisme français. En classe de Versification, lecteur enragé de . . . oserai-je l'avouer? de l'abbé H.R. Casgrain, je recommençais une éternelle discussion avec un confrère qui prétendait (vous parlez d'une prétention, M. Robert Charbonneau!) qu'on pouvait créditer la littérature française d'un plus grand nombre de chefs-d'œuvre que la littérature canadienne. En classe de Philosophie, on défendait à un

de mes confrères la lecture de Léon Bloy. Oui, je sais, on commence à se rallier. Le plus drôle est qu'on finit toujours par se rallier. On résiste aussi longtemps qu'on peut et, quand la digue cède, on se rallie bruyamment, avec fracas, presque triomphalement.

N'ayons crainte, jamais la culture française ne gâtera nos relations avec nos compatriotes de langue anglaise. La réciproque se vérifiera: jamais les importations d'humanisme britannique — je dis d'humanisme — n'attristeront les cœurs des Canadiens de langue française. En un temps où l'impérialisme américain, sous toutes ses formes, nous mord chaque jour avec plus de force, notre seule chance de rester nous-mêmes réside dans la détermination que nous mettrons à conserver au Canada le plus possible de son visage européen.

Il conviendrait de compléter ces notes par des propos sur la guerre possible et la fameuse indépendance du Canada. Ceux qui ont lu le livre relativement récent de Mr Vincent Massey, *On Being Canadian*, auront compris que le problème de l'indépendance du Canada se pose en des termes tout autres que ceux que nous avions supposés jusqu'à maintenant. Ou que, du moins, les termes dans lesquels on posait le problème encore tout récemment ne sont plus les mêmes.

Nous voulons d'un Québec sans mensonges.

Posons les questions en termes vulgaires. La province de Québec est-elle un Etat fasciste? On ne peut pas répondre par l'affirmative à cette question. Il manquerait au Québec des organes indispensables, comme une armée et une meilleure finance. Mais on peut affirmer: 1) que le "political trend" ou les lignes de force de l'Etat québécois, comme on dit maintenant, sont nettement orientées dans le sens du totalitarisme; 2) que le Numéro 1 qui dirige présentement les destinées de la province est surdoué pour le rôle de dictateur (grand Dieu! nous n'avons jamais manqué de talents!); 3) que l'Etat de Québec n'atteindra pas la pleine stature d'un Etat fasciste aussi longtemps que l'Etat fédéral sera assez puissant pour le contenir.

On comprendra peut-être maintenant pourquoi beaucoup d'hommes, qui chérissent pourtant la terre de Québec, s'assombrissent devant les ébats autonomistes de M. Duplessis. Ottawa nous paraît plus apte à garantir les droits fondamentaux de l'homme que Québec. Et dans notre abattement, nous allons parfois jusqu'à souhaiter que quelque tout-puissant procède à une nouvelle division de la terre de Québec et qu'il en réserve une tranche aux amis de la liberté. Nous nous contenterons de

la rive sud du "fleuve géant" ou même de la seule île de Montréal pourvu que les mauvais esprits l'évacuent...

Nous voulons croire encore dans le Québec. Mais nous voulons d'un Québec sans mensonges. Nous voulons d'un Québec chrétien, mais chrétien par le dedans — ce qui est bien le plus difficile — et non d'un État politico-religieux qui brime les consciences et caricature, aux yeux des voisins et de ses propres enfants, un catholicisme qui transcende l'Histoire et les régimes politiques.

Nous demandons un redressement des définitions. Nous demandons que le religieux se nomme le religieux, que le politique se nomme le politique. La confusion de spirituel et du temporel, du royaume de Dieu et de celui de César, confusion entretenue au seul profit des intérêts égoïstes et de l'orgueil démesuré des docteurs de toute robe a suffisamment duré.

Quand votre oui sera un oui et votre non un non, nous entrerons d'un pas joyeux dans la maison.

D'ici là, nous troublerons votre repos.

Guy CORMIER

Faites vos jeux

> Rien n'est plus dangereux qu'un certain fatalisme, en sociologie plus qu'ailleurs, car la société, en ce XXe siècle, est trop fluide pour que nous puissions affirmer catégoriquement que "les jeux sont faits".
>
> Georges GURVITCH

Mounier disparaît

Emmanuel Mounier disparu.

Il n'est plus temps, deux mois après sa mort, de dire la consternation où ce départ nous laisse. Le plus distrait de nos lecteurs peut vérifier dans chaque page de *Cité Libre*, non seulement l'influence qu'a exercée sur chacun de nous la revue *Esprit* mais encore un certain souci de lucidité, que nous voulons de plus en plus profond, et dont le désir nous vient en ligne droite d'Emmanuel Mounier.

Les instigateurs de *Cité Libre* avaient décidé, dès leurs premières rencontres, de faire tenir au directeur d'*Esprit* la première copie de la revue qui sortirait des presses. C'est assez dire que *Cité Libre* est née sous le signe d'*Esprit*, en fidélité aux mêmes valeurs pour lesquelles Mounier s'est battu jusqu'au dernier jour.

Le temps n'est pas encore venu d'évaluer ce qu'en mourant Mounier nous laisse. Nous le ferons un jour, quand nous aurons pris le recul nécessaire. Mais tout de suite, nous croirons rendre à sa mémoire l'hommage le plus vivant qui soit possible en faisant de *Cité Libre* un lieu de vérité, de rencontre, de dialogue ouvert.

Mort, Mounier restera présent dans toute l'aventure que nous tentons aujourd'hui.

Blum et Laski

Après des millénaires d'efforts et de progrès, l'on en est enfin arrivé, pendant le demi-siècle qui s'achève, à mettre la dernière main à deux systèmes qui divisent l'humanité d'une façon à peu près adéquate. L'on donne maintenant à chaque camp des armes capables d'anéantir l'autre. Et en avant la musique! Le jeu consiste à voir si la pulvérisation des concurrents sera complète, ou bien si des bouts d'atome joncheront encore le champ clos.

Un petit nombre d'hommes ont compris de quoi il retournait. Ils ont

refusé d'être enrégimentés dans l'un ou l'autre des totalitarismes. Et ils ont consacré leur vie à élaborer et à "agir" une doctrine qui postulait la liberté, la justice et la paix. Aussi, comme il était inévitable, ils ont été hystériquement dénoncés et haineusement réprouvés, autant par le camp du marxisme orthodoxe, que par le parti du christianisme officiel.

Or, parmi cette bande de justes qui luttèrent pour maintenir au premier rang des principes politiques le sens chrétien de la dignité humaine, l'Histoire devra reconnaître avec un certain étonnement que deux marxistes juifs se distinguèrent sans cesse par leur intelligence, par leur vaillance, et par leur infatigable générosité.

Car Léon Blum et Harold J. Laski étaient avant tout des hommes généreux. Leur formation aurait pu justifier qu'ils restassent dans les sphères académiques et intellectuelles, ce pour quoi ils étaient supérieurement doués. Blum était une des gloires de l'Ecole Normale; Laski révélait déjà à Oxford un génie précoce; ils possédaient tous deux une admirable maîtrise de la langue parlée et écrite. Mais tous deux, ils ont préféré se dépenser dans l'action. Il n'y avait en Angleterre personne de plus pointilleux sur l'équité que Laski, ni de plus intrépide à combattre pour elle. Sa porte était toujours ouverte à ceux qui avaient faim et soif de la justice, et il recevait avec une égale simplicité les chefs d'Etats et les pauvres étudiants. C'est cette générosité toute faite d'affection qu'il tentait d'universaliser dans les systèmes politiques. Son œuvre immense, écrite et vécue, n'a été qu'une recherche continue de la cité libre, où des hommes pourraient vivre dans la tolérance, et éventuellement dans l'amour. C'est en quoi les capitalistes et les staliniens furent ses ennemis jurés.

En France, Blum incarnait le même type d'homme. Mais un physique plus résistant lui permit de s'engager davantage dans la politique active. Le vide créé par l'assassinat de Jaurès le convia à délaisser la carrière des lettres où il excellait, pour devenir l'âme dirigeante du socialisme français. Comme journaliste, comme parlementaire, et comme homme d'Etat, il fut pendant un quart de siècle un foudre de liberté et de justice. Sa voix, courageuse certes, manqua parfois de réalisme, pour la même raison que celle de Laski manqua parfois de cohérence: puisque les exigences d'une vie totalement donnée interdisaient à ces deux idéalistes de s'attarder au perfectionnisme, ils choisirent délibérément de commettre leurs erreurs, par excès de confiance plutôt que par excès de prudence.

C'est d'ailleurs un pareil choix qui hâta leur mort. Après le procès de Riom, où l'accusé avait si courageusement dénoncé ses accusateurs, Blum fut envoyé à Buchenwald: sa santé s'y est définitivement altérée. Quant à Laski, point encore rétabli d'une bronchite, il s'empressa néanmoins à faire la campagne électorale pour le parti travailliste chancelant: il combattit jusqu'à l'épuisement.

Leur influence s'étendait bien au delà des frontières de leur pays. Partout où un idéalisme vigilant engageait un groupe d'hommes à faire de l'action politique, ils étaient lus, discutés et admirés. Mais ils avaient surtout des adversaires irréductibles, et c'est en quelque sorte le signe tragique de leur grandeur et de notre petitesse. Des deux côtés du rideau de fer, les noms de Blum et de Laski inspiraient une haine inextinguible: car ils figuraient en quelque sorte les ennemis du dedans, les consciences qui refusaient d'être embrigadées. Socialistes, ils rejetaient néanmoins la primauté du stalinisme. Et démocrates, ils dénonçaient quand même l'Etat libéral.

Laski et Blum en disparaissant rendent plus irréparable la fêlure de notre monde. Et c'est une singulière indication sur le triste état de notre humanité, que leur mort n'ait pas provoqué de deuil plus universel.

La Question

Quand nous repenserons aux premiers mois de cette année 1950, nous ne pourrons jamais oublier qu'ils furent marqués d'un départ retentissant. Pas plus que nous n'oublierons jamais notre ancien archevêque, Mgr Joseph Charbonneau.

Ceci ne veut pas être une oraison funèbre. Mgr Charbonneau n'est pas mort. Dire qu'il a été pour nous un chef spirituel au plein sens du mot et que son exemple reste pour nous une inspiration, n'ajouterait rien à ce que tout le monde sait déjà.

Mais dans le silence complet, hermétique de toute la presse, dans le désert d'explications qui entoure cette démission, nous voudrions quand même placer quelque part un point d'interrogation : "Pourquoi Mgr Charbonneau a-t-il quitté Montréal?"

Cette question, elle est dans tous les esprits, sur toutes les lèvres. Les explications officielles de mauvaise santé ne tiennent pas debout; elles ont d'ailleurs été démenties par Mgr Charbonneau lui-même, dans une depêche de la *Canadian Press.*

Nous savons bien que notre question restera sans réponse. Mais alors il faut en poser une autre : "Pourquoi fallait-il entourer le départ de notre archevêque de ce silence honteux et de ces mensonges gauches qui ne trompent personne? Est-ce vraiment une nécessité de la politique ecclésiastique?" N'importe quelle vérité, si pénible qu'elle soit, nous aurait semblé préférable...

Flèches de tout bois

Rédigées par Réginald Boisvert, Guy Cormier
et Maurice Blain.

NE BLAMEZ PAS LA POLICE ! — Mobilisation générale. On avait cru jusqu'à maintenant que la plus grande menace à nos valeurs spirituelles, c'étaient les communistes. Puis on avait fait preuve de plus grande perspicacité en étendant aux unions ouvrières les soupçons et le travail de répression.

Un dernier effort cérébral vient de révéler aux autorités le véritable parti révolutionnaire, celui dont il faut attendre les pires attentats. C'est le parti des miséreux. On sait que la misère est tenace, et les miséreux difficiles à tirer de leur dangereux état. Aussi a-t-on pris les grands moyens.

Déjà, au mois de mars, on avait procédé à un grand triage parmi les candidats au refuge Meurling. On a passé toute une journée à les questionner à fond, pour annoncer enfin, triomphalement, qu'on avait réduit le nombre des admissions de 650 à 450.

De Québec, on nous apprend que le danger n'est pas moins grand dans la capitale et que, là aussi, les autorités sont à la hauteur de la situation. "La Sûreté municipale, dit le correspondant du "Devoir", a dû intervenir à maintes reprises pour maintenir l'ordre auprès de certaines institutions charitables de notre ville littéralement envahies depuis quelques jours par un groupe de nécessiteux affamés sans moyen de subsistance. Les autorités de ces institutions se sont vues dans l'obligation de demander la protection de la police, après qu'elles eurent limité le nombre des repas à offrir."

Faut-il blâmer les policiers, les dirigeants des institutions charitables? Ces derniers disposent d'un budget limité, et l'on ne peut s'attendre à ce qu'ils fassent indéfiniment les frais d'une crise de chômage qui a pris des proportions nationales. Les miséreux réclament, évidemment; ils réclament même bruyamment. Que faire, sinon exiger la protection de la police.

L'escouade anti-subversive, comme son nom l'indique, s'est vu confier la tâche de combattre les idées subversives. Et le corps de police tout entier est irrémédiablement dévoué à l'éradication du vice sous toutes ses formes. Il est bien possible, après tout, que sur 600 misérables, candidats au refuge Meurling, il y ait eu 200 communistes et vicieux mêlés. Il faut bien séparer les boucs des brebis... en attendant, sans doute, que la misère ait converti toutes les brebis en boucs; auquel cas, on règlera facilement le problème en mettant à la porte les nouveaux boucs, en les éliminant d'une société à laquelle ils font peur. On prend ainsi le moyen le plus sûr d'éliminer la misère, qui est, n'est-ce pas, d'éliminer les miséreux.

Non, il ne faut pas blâmer les policiers. Il ne faut pas non plus blâmer les institutions charitables, qui font tout leur possible ("la plus belle femme du monde ne peut donner que ce qu'elle a"). Ce n'est pas à leur niveau que se joue le vrai jeu.

Il faut toujours revenir à Péguy. Ce diable d'homme avait le don de toujours situer les problèmes dans leur optique véritable. Faudrait-il éliminer aussi Péguy?

Je feuillette "Jean Coste", et j'y trouve ceci: "La misère ne rend pas seulement les misérables malheureux, ce qui est grave; elle rend les misérables mauvais, laids, faibles, ce qui n'est pas moins grave; un bourgeois peut s'imaginer loyalement et logiquement que la misère est un moyen de culture, un exercice de vertus; ... nous savons que la misère économique est un empêchement sans faute à l'amélioration morale et mentale, parce qu'elle est un instrument de servitude sans défaut..."

Quand on vous disait que la misère est la mère de tous les vices, et que de la part des misérables il faut s'attendre à tout; qu'il vaut mieux aller au-devant des coups, prévenir plutôt que d'avoir à guérir... Ne blâmez pas la police!

"C'est même pour cela, dit Péguy, que nous sommes socialistes. Nous le sommes exactement parce que nous savons que tout affranchissement moral et mental est précaire s'il n'est pas accompagné d'un affranchissement économique."

—Mais Péguy, vous savez... Péguy n'est pas toujours très orthodoxe. Il n'est pas si catholique qu'on veut bien le croire... La misère du misérable honnête, du misérable qui accepte sa misère pour l'amour de Dieu, cette misère-là, n'est-ce pas, est en vérité un exercice de vertu...

Il me semble entendre une voix formidable: "Hypocrites! Vous entassez les fardeaux sur les épaules des autres, et vous-mêmes ne les remuez pas du doigt!" Mais peut-être celui-là, misérable au point d'assumer toutes les misères des hommes, grand Coupable, somme toute, peut-être est-on en train de l'éliminer lui-même...

R. B.

LA "JOB" ETERNELLE. — Un de nos hebdomadaires nous crie sur tous les tons que les communistes n'ont pas raison, mais pas du tout, quand ils déclarent, à la suite de Marx, que "la religion est l'opium du peuple". L'attitude de ce journal va contre nos meilleures traditions. On sait chez nous qu'il ne faut pas réveiller le chien qui dort, et que parler du mal, même pour le combattre, c'est y faire une publicité qui peut en favoriser singulièrement le développement.

C'est ce que beaucoup de gens pensent, et c'est ce que dit monsieur Duplessis, qui conseille aux journaux de revenir à la vieille tradition du silence.

Monsieur Duplessis doit savoir ce que c'est, la religion. Car monsieur Duplessis est un homme religieux. Une belle brochure électorale, destinée à nous prouver qu'il est un grand homme, publie une illustration fort édifiante de monsieur Duplessis en prière. Et tous les correspondants parlementaires vous diront que monsieur Duplessis assiste à la messe chaque matin. Il est même, à ce qu'on dit, un grand ami de saint Joseph et de son Oratoire.

Voilà un homme qui ne craint pas d'affirmer ses convictions! En particulier devant les humbles et leurs représentants, histoire de les édifier un peu, selon le grand principe de Bourassa que "l'exemple ne monte pas, mais descend".

Et justement, c'est le temps des mémoires. La CTCC est allée présenter le sien au premier ministre, qui s'est montré d'une humeur fort enjouée. Il a eu, à l'endroit de Gérard Picard, des paroles vraiment paternelles. Comme ce dernier lui présentait pour étude une loi ouvrière adoptée par le gouvernement de la Saskatchewan, monsieur Duplessis a pris quelques minutes d'un temps fort précieux pour exposer au représentant syndical les princies de base de tout régime social et familial: "Je ne prends pas mes exemples chez les créditistes, a-t-il déclaré, mais dans l'Evangile. Rappelez-vous, mon cher Gérard, que c'est dans ce grand livre que vous trouverez les seuls principes immuables, les grandes vérités qui ne changeront jamais."

De telles paroles n'étonnent pas dans la bouche d'un homme qui ne craignait pas, il y a quelques années, de rappeler quelques vérités salutaires aux dirigeants de la L.O.C., venus lui réclamer des maisons pour les ouvriers. Parbleu! Ces gens-là sortaient de leur domaine, ils outrepassaient leur mandat. Un mouvement d'Action catholique doit se préoccuper avant tout du salut éternel de la masse. "Prêchez la "job" éternelle!" leur a dit le spirituel premier ministre.

Il a tenu le même langage ferme et énergique aux représentants de l'U.C.C., venus lui réclamer un comité consultatif et des recherches plus poussées. Il les a conjurés de maintenir les traditions rurales, de se pénétrer de l'immutabilité des vérités éternelles, et surtout de ne pas tout attendre du salaire terrestre, parce qu'il y a aussi un salaire céleste...

On nous annoncera sans doute bientôt la conversion des principaux actionnaires de l'Aluminum Co. of Canada, de la Noranda Mines, pour ne pas parler de la Hollinger Corp. Nul doute que monsieur Duplessis leur tient, à eux aussi, des discours de la plus haute spiritualité, et que, dès le début de ses contacts avec eux, il n'a pas laissé subsister un doute sur ses convictions hautement catholiques. Nous espérons qu'un témoin oculaire — monsieur Barrette, par exemple — a noté soigneusement toutes ces choses dans son coeur, et nous fournira bientôt un texte fort émouvant sur le sujet — de quoi compléter le petit livre dont nous parlions il y a un instant.

La religion n'est pas l'opium du peuple... Les encycliques sociales sont là pour le prouver. Mais monsieur Duplessis, qui s'en tient au Livre par excellence, nous a déjà livré sur les encycliques le fond de sa pensée. Elles ont été écrites il y a bien longtemps, dans un pays bien lointain.

En 1936, quand il était bien clair que monsieur Duplessis allait sauver la race, ma vieille mère me répétait que "Duplessis est un type qui se fait un manteau avec la religion". Je ne pouvais pas la croire. Les bons frères m'avaient toujours dit que les simoniaques s'attirent des châtiments terribles. On voit aux Actes des Apôtres que Simon le magicien, qui prétendait voler dans les airs au nom des vérités éternelles, s'est lamentablement écrasé, un beau jour, aux pieds de l'apôtre Pierre. Duplessis, lui aussi, vole dans les airs. Vous vous rappelez, n'est-ce pas, cette excursion qu'il fit dans l'Ungava, grâce au super-avion de la Hollinger? L'avion s'est-il écrasé?

Messieurs, la preuve est faite.

R. B.

LEUR DERNIERE CHANCE... — Le *Devoir* publie les lettres que lui envoient ses lecteurs. On en voit de toutes les couleurs:

Monsieur Georges Bidault,
président du Conseil des ministres,
Paris, France.
Monsieur le président,

Depuis la fin des dernières hostilités mondiales, deux puissances sont en présence. D'un côté, la Russie et ses satellites, et de l'autre, les démocraties occidentales. Derrière le rideau de fer se trouve l'absolutisme et de notre côté fleurit la liberté, où accourent aussi de temps en temps des fugitifs de l'autre zone.

Une ombre assombrit toutefois le secteur des démocraties libres, ce sont les prisonniers politiques de la France. Je ne sais pas dans quelle mesure il y a eu sous ce rapport évolution dans l'opinion française, mais la conscience d'hommes libres en Amérique et spécialement celle des Canadiens-français, ne peut se faire à cet état de choses: des hommes, souvent la gloire de leur pays à l'étranger, demeurent dans des prisons à cause de leurs idées politiques ou autres. La nature des tribunaux, la qualité des magistrats, la composition des jurys, les procédures suivies, tout a contribué à nous convaincre ici, en Amérique, que cet ensemble était une manifestation de convulsions révolutionnaires, à la faveur desquelles on se débarrassait d'adversaires politiques et mêmes personnels.

Mais dira-t-on, il y avait les trahisons à la République. L'objection est d'importance dans un pays où on a l'habitude de dire: Vive la République pour Vive la France! Mais ailleurs dans le monde, la même confusion n'existe pas partout. Ainsi au Canada, où l'on peut être royaliste ou républicain, sans trahir son pays, cette objection provoque un sourire amer, sans que les victimes nous tiennent au cœur par des liens idéologiques ou personnels. Nous aimons la France dans tous ses fils.

La France se grandirait aux yeux du monde, sûrement de la très grande majorité des Canadiens-français, en mettant fin à cette honte pour le bloc des démocraties occidentales que constitue le maintien en captivité de ses prisonniers politiques, à commencer par le plus noble d'entre eux, le maréchal Pétain. Ses erreurs ne lui valent pas la prison. L'Histoire condamnera le jugement qui l'a frappé et ceux qui en furent responsables. Aussi une amnistie générale, avant que les plus illustres ne meurent en prison, soulagerait un peu la conscience contemporaine.

Sans doute je sais que la chose ne vous est pas facile. Les esprits sont divisés sur ce grave sujet dans votre pays. L'instabilité des gouvernements en France paralyse les meilleures résolutions. Par ailleurs les communistes, en grande partie responsables de ces procès, connaissent maintenant un déclin et le douloureux état de choses dont je parle est une si mauvaise réclame pour la France, jadis pays par excellence de la liberté dans le monde.

M'excusant, Monsieur le Président, de mon initiative personnelle, je vous prie d'agréer l'expression de mes vœux les meilleurs pour votre gouvernement et pour votre cher pays, dont notre peuple est le rameau vivant au Nouveau-Monde.

Anatole Vanier

Ce qu'ils doivent avoir un "fun vert" de l'autre côté quand ils reçoivent de telles lettres! M. Bidault a dû en avoir le hocquet!

Je crains beaucoup que de telles représentations ne nous rendent les plus mauvais services à l'étranger. Non pas qu'en principe je crois qu'on doive justifier le procès Pétain et toutes les formes de répré-

sailles qui ont suivi l'écrasement de la collaboration en France. J'estime que nous n'avons ni à les justifier ni à les condamner. Du moins que nous n'avons pas à aller porter nos condamnations ou nos justifications auprès du gouvernement français. Attendons au moins d'être appelés à la barre... Un peu de decorum!

D'abord parce que l'information nous manque à nous Canadiens. Elle nous manque ou parce que nous sommes trop paresseux pour la chercher ou parce qu'une information objective n'existe pas, peu importe! Mais elle manque. Quand nous nous prononçons sur ces questions, nous versons invariablement dans l'incohérence.

J'en donnerai un exemple qui m'avait beaucoup frappé, l'an dernier, lors des fameuses sorties de M. Robert Rumilly contre M. Francisque Gay, alors ambassadeur de France au Canada.

Le *Devoir* étalait bien en vue le titre que voici: "La France, un immense pénitencier; l'élite de la France est au bagne". Suivaient, au cours de trois colonnes, les martellements de M. Rumilly:

Dès le début de sa conférence, M. Rumilly a dit qu'il retraçait trois sortes de résistants: les militaires; les communistes et les terroristes. Il met cependant dans le même sac ces deux dernières catégories qui, dit-il, ont établi une véritable dictature communiste en s'en prenant aux anticommunistes et aux représentants de l'ordre public plutôt qu'aux Allemands.

M. Rumilly cite les noms de plusieurs chefs communistes qui sont devenus du jour au lendemain des chefs maquisards. Il cite entre autres des noms de Russes et de Rouges espagnols, "ces assassins de prêtres et ces déterreurs de Carmélites" qui ont pris la tête du maquis dans le seul but de faire la guerre à l'élément de droite et aux religieux.

Or, dans le même journal, on pouvait lire en un coin obscur cette note: LE LIVRE D'OR DES RELIGIEUX FRANÇAIS DANS LA RESISTANCE (Titre de la note):

"Le rôle des congrégations religieuses dans la Résistance est mal connu, parce que ceux qui s'y sont dévoués ne se sont pas mis de l'avant. Aussi les calomnies ne leur ont-elles pas manqué.

"C'est pour remettre les choses au point et faire ressortir l'action des congrégations pendant la guerre et l'occupation que la Ligue des Droits du Religieux ancien combattant a publié le *Livre d'Or des Congrégations françaises*.

Préfacé par Mgr Théas, cet ouvrage constitue une documentation unique sur ce que fut l'attitude des religieux en ces temps troublés. (Chez les libraires et à D.R.A.C., 8 bis, rue Vavin, Paris (VIe). Prix: 735 francs.)

Ainsi donc, pendant que M. Rumilly envoyait les religieux au bagne pour collaboration, ceux-ci prétendaient avoir pris le maquis! Je disais que nous versions dans l'incohérence...

Au surplus, à supposer que nous disposerions d'une information adéquate, je me demande encore s'il nous appartiendrait de mettre la main sur l'épaule de M. Bidault et de lui indiquer quelles mesures il doit prendre pour assurer le triomphe de la liberté dans son pays. J'ai l'impression très nette que ça ne nous regarde pas. Que penserion-nous si des Français écrivaient à M. Saint-Laurent, le mettant en demeure de respecter l'"autonomie" de M. Duplessis? Nous penserions que ces messieurs manquent d'éducation et de savoir-vivre.

Quel poids peuvent bien avoir les plaidoyers d'un monsieur Anatole Vanier ou d'un Philippe Hamel? Quand un Joseph Folliet et un Gabriel Marcel demandent la révision des procès politiques, j'imagine que le Français moyen doit, tout au moins, dresser l'oreille...

Il s'est glissé dans la lettre peu cordiale de M. Vanier une phrase infiniment suave. Je cite: "Sans doute, je sais que la chose ne vous est pas facile. Les esprits sont divisés sur ce grave sujet dans votre pays". On est tout surpris de ne pas le voir enchaîner: "On peut bien vous dire cela à vous: nous essayons d'établir une petite république nous autres aussi. Et viande à chien! je vous dis que ce n'est pas facile".

Vive quand même la République!

G. C.

BONS SENTIMENTS ET MAUVAIS LIVRES. — De tout temps, la littérature a connu l'anathème. Les théologiens du moyen-âge et les chanoines du XVe siècle brûlaient dans des autodafés publics les livres impies; le grand Bossuet jetait l'interdit sur le théâtre et les comédiens; Théophile Bertrand (pardon, M. Bossuet!) dévaste la littérature à coups d'encensoir.

Les *Carnets viatoriens*, revue d'intérêt général (sic), publient dans la livraison d'avril une étude digne des meilleurs anthologies de direction spirituelle: *Le roman n'a plus rien à dire*, et signée Aristocritos. (On comprend aisément que notre homme tienne au pseudonyme.) J'en extrais la perle que voici:

"Non, mon fils, et ma fille, ne lisez plus d'histoires en l'air. Si vous voulez garder votre bonne santé, l'honneur de vos sens et la liberté de votre âme, mon fils et ma fille, ôtez de votre vie les "histoires". Vous direz que je vous prive de l'*art*. C'est vrai. Mais j'aime mieux vous enfermer dans la pauvreté, dans la *laideur*, que vous livrer à la honte."

Notre homme vient au fait.

"Le roman porte en lui-même sa tentation de fausseté, de chair et d'orgueil de la vie... Le roman est-il en soi capable de cette *vérité* élémentaire (la sainteté)? Le conteur d'histoires, en mal de se faire écouter et de "faire différent"... oublie la chose. Le roman ne peut pas être vrai."

Suit un laborieux éreintement de Gide, Mauriac, Lacretelle et Greene; de Ringuet, Simard, Viau, Giroux, Lemelin et autres méchants. Puis l'auteur, visiblement travaillé, conclut dans un grand mouvement de lyrisme mystique:

"Je lirai dans quelque annale des Missions Catholiques comment une quelconque petite Sœur Blanche a conduit en paradis ... une petite âme noire."

Comme il ne s'agit ici que de littérature, je décline toute autre liberté de commentaire.

M. B.

Les livres

LE JEU DE PATIENCE. — Louis Guilloux.

Le premier jeu de patience consiste sans doute à aborder ce livre colossal — pas moins de 800 pages; le second à ne pas se décourager dès les premiers chapitres, qui relatent des événements apparemment sans suite, comme choisis au hasard.

C'est que la technique de ce roman n'est ni plus ni moins que celle de l'amateur de "jig saw puzzles". Les premières pièces n'offrent aucune image précise, elles sont extrêmement difficiles à placer. Et il faut avoir franchi l'étape préliminaire, et reconstitué au moins un bon tiers de l'image, pour découvrir assez nettement le paysage total.

Le paysage, c'est toute une ville — celle de Saint-Brieuc, en Bretagne, dit-on. C'est Saint-Brieuc au cours des dernières cinquante années. C'est l'univers, et tous les événements qui l'ont secoué depuis cinquante ans, vus "du côté de Saint-Brieuc", par un homme qui s'est promis de ne rien oublier.

La besogne n'était pas mince, et surtout cette partie de la besogne qui consistait à choisir entre les événements, à les placer par ordre d'importance. Il y a des périodes où le moindre événement prend une importance extrême; l'omettre menacerait de fausser toute la perspective.

Guilloux se tire d'affaire par un procédé extrêmement ingénieux. Il nous raconte la genèse même du livre. Ce n'est pas lui-même qui a eu l'idée d'écrire cette chronique. C'est l'un de ses amis qui avait déjà commencé l'ouvrage et que la mort vint interrompre. L'auteur a toutes les peines du monde à donner un sens à l'amas de notes, de textes, qu'il reçoit en héritage. Impossible d'en faire un seul récit. Il en fera donc plusieurs récits, une infinité de récits, qui décriront tous une facette des dernières cinquante années de Saint-Brieuc. Récits qui se chevauchent, se répondent, se complètent.

Guilloux n'a pas tenu compte de l'ordre chronologique. Le lien qui rattache tous les événements de sa chronique, c'est celui-là même que Proust a utilisé dans *A la Recherche du Temps perdu*: la mémoire. C'est la mémoire qui viendra suggérer, à l'occasion de tel récit d'événements actuels, tels autres événements, antérieurs de dix ans, qui leur sont apparentés. C'est elle qui viendra interrompre momentanément le récit d'une aventure, pour y intercaler telle autre aventure, susceptible de jeter sur la première une lumière additionnelle.

Ici et là, de grands points de repère, des personnages-résumés. Voici le brave monsieur Laisné, persuadé que la socialisme international allait empêcher, puis arrêter la guerre de 1914-18. Voici Pablo, un "Espagnol de l'armée en déroute", combattant loyaliste, vaincu par le fascisme, qui mourra bien des années plus tard à Saint-Brieuc, rasséréné par le pieux mensonge de ses amis: "Franco est plus malade que toi". Voici le pasteur Briand, soldat du témoignage chrétien, disparu depuis que la Gestapo a découvert en lui un résistant. Et voici encore Gautier, ancien militant communiste passé du côté de Vichy, que la Libération traduira en justice, et dont l'auteur nous dit que l'homme condamné aujourd'hui à mort n'est peut-être pas le même, essentiellement, que celui qui a commis les atrocités dont on l'accuse (quelle commune mesure entre ce pauvre homme en hail-

lons, pitoyable, hagard, et le hautain policier d'il y a quelques années, sanguinaire, féroce, impitoyable?).

Et je ne me pardonne pas d'être forcé d'en oublier. Il faudrait dire comment s'est construite la Maison du Peuple, dans laquelle les ouvriers de la ville ont mis tant d'efforts, tant d'espoirs, tant d'élan. Comment la famille des de Lancieux, châtelains de l'endroit, a perdu peu à peu le prestige dont elle jouissait (pas par sa faute, certes; la châtelaine, de l'avis de tous, était une personne de la plus authentique charité: mais l'histoire est ainsi, elle fait et défait les institutions, sans donner de raison, parce que les choses ont changé et que le monde a d'autres besoins).

On est naïvement ému, et aussi stupéfié, de constater que les misères de ces gens-là sont nos misères, que leur vie est notre vie. Les événements qui ont bouleversé leurs existences, ce sont les mêmes qui ont bouleversé la nôtre. Les découragements sont les mêmes, les espoirs et les efforts "pour en sortir" sont plus qu'analogues.

Sans doute, les ressorts de l'action et les motifs de l'espoir diffèrent-ils radicalement sur plusieurs points. Chez nous, les artisans les plus énergiques d'un renouveau affirment leur volonté de travailler dans le sens chrétien, de rebâtir, en même temps qu'une cité plus humaine, une nouvelle chrétienté. A Saint-Brieuc, miroir de la France, les choses se sont passées autrement. On y a travaillé, on y travaille sans doute encore, sous la poussée d'une inspiration qui n'est pas chrétienne. Quelques dirigeants de syndicats chrétiens, des prêtres vivants, saints, authentiques, dressent sans doute ici et là, dans cette chronique, une stature héroïque, et sont témoins que le christianisme ne démissionne pas. Mais ce ne sont pas eux qui portent, dans cette France déchristianisée, le gros de la tâche salvatrice.

Ces pages devraient nous apprendre que si nous détenons la Vérité éternelle, nous n'avons pas le monopole de l'héroïsme, du dévouement, du désintéressement. Nous ne sommes pas non plus les seuls à croire en la dignité de la personne humaine, à la nécessité d'une libération spirituelle de l'humanité.

La leçon vient à son heure. Dans ce pays où la solution de nos problèmes dépend dans une large mesure de notre collaboration lucide avec une majorité qui partage nos angoisses sans partager nos croyances religieuses, nous avions grand besoin d'un message comme celui de Louis Guilloux.

R. B.

ANIMAL FARM. — George Orwell, Harcourt, Brace & Company, New-York.

Un vénérable ancêtre ayant révélé aux animaux de "Manor Farm" que toutes les misères leur viennent de l'Homme, une révolution s'organise, s'effectue. Au chant de *Beasts of England*, qui correspond assez exactement à l'*Internationale* des socialistes, l'Homme, Jones, est chassé, le nom de la ferme change en celui d'*Animal Farm*, et une république populaire voit le jour.

Il arrive que, malheureusement, tous les animaux n'ont pas la même envergure, et que certains d'entre eux, en attendant le jour où tous les animaux pourront eux-mêmes penser leur vie, doivent prendre pour les autres les décisions importantes qui s'imposent. Ce rôle échoit aux cochons qui, comme on le sait, sont sur le plan physiologique les animaux les plus parents de l'homme.

Animal Farm débute dans un grand élan d'enthousiasme. On y compte un stakhanoviste, le cheval Boxer qui, à chaque difficulté, à chaque problème, décide de travailler plus fort.

Les animaux repoussent triomphalement les assauts des fermiers voisins, qui craignent de voir leurs propres animaux suivre cet exemple néfaste. Ils décident de mettre en application une sorte de plan quinquennal, la construction d'un moulin à vent, qui doit leur permettre de produire beaucoup plus avec beaucoup moins d'efforts.

Mais bientôt la bisbille éclate entre les deux chefs de la Révolution, les porcs Napoléon et Snowball. Le premier a finalement raison du second, qui doit s'enfuir à l'étranger. Désormais, la propagande officielle attribuera à l'influence de Snowball tous les malheurs qui viendront entraver la marche harmonieuse de la nouvelle cité.

Animal Farm avait résumé les enseignements de l'ancêtre en sept commandements, qui revenaient à un seul: "Les hommes sont mauvais, les animaux sont bons". Par conséquent, il était interdit aux animaux de commettre des actes humains: commercer, s'habiller, coucher dans un lit, etc.

Peu à peu cependant, Napoléon, devenu un véritable dictateur, nouera avec ses voisins des relations commerciales. Lui et les siens prendront possession de la maison, puis des vêtements de Jones. Ils finiront par marcher sur deux pattes. Au grand précepte de la Révolution: "Tous les animaux sont égaux", s'ajoutera l'article complémentaire que "cependant, certains animaux sont plus égaux que d'autres".

Ainsi, peu à peu, les cochons deviendront des hommes. Ils penseront en hommes, ils agiront en hommes, ils exploiteront, comme autrefois Jones, les animaux d'*Animal Farm*. Ils finiront même par prendre tous les traits physiques de l'homme, par *être* des hommes. *Animal Farm* redeviendra *Manor Farm*, une organisation dirigée par des hommes, bien vue des autres hommes.

Il ne restera finalement rien, dans toute la ferme, du message libérateur de l'ancêtre, sinon, dans le cœur des animaux "inférieurs", une nostalgie qui ne sera même plus un espoir.

R. B.

Imprimé par ALLIED PRESS, *7280 Lajeunesse, Montréal.*
28